

**MISSION D’EVALUATION INTERNE**

*« Accès à l’eau potable et à l’assainissement et appui au développement d’un service public de gestion des ressources en eau pour les populations vulnérables de 4 districts Kindo Koysha, Loma, Gena, Mareka – Région du Sud Ethiopie »*

Janvier 2010 - décembre 2012



**Octobre 2013**

**Délégation générale aux relations internationales** : Elodie CUENCA, Chargée de mission Coopération décentralisée

## **Sommaire :**

I. SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	5
II. RAPPORT DE MISSION .....	10
A. Contexte.....	10
1. Un contexte étatique centralisé et contraignant pour les ONG .....	10
2. IA : un partenaire aux solides capacités opérationnelles.....	10
3. RCBDIA : une ONG locale en construction .....	11
4. Un projet pertinent au regard des enjeux locaux et des stratégies locales.....	12
5. Une stratégie d'intervention cohérente et structurée.....	13
B. Résultats.....	16
1. Un accès facilité à une eau de qualité pour les populations et le bétail.....	16
2. Des comités d'usagers officiellement créés et formés :.....	17
3. Un environnement et des pratiques sanitaires améliorés : .....	18
4. Un renforcement des compétences locales articulé autour des enjeux de maintenance....	23
5. Un projet globalement efficient .....	27
6. Un projet durable .....	27
III. CONCLUSION / IMPACT .....	31
IV. ANNEXES .....	33

## **Avant-propos :**

Dans le cadre du suivi des fonds attribués par le dispositif Solidarité Eau de la Ville de Paris, une mission d'évaluation s'est rendue du 6 au 15 octobre en Ethiopie, où ont été subventionnés depuis 2006 deux projets du Secours Catholique dans la région du Tigray au Nord et deux autres d'Inter Aide au Sud, pour un montant total de 620k€. L'instruction en cours d'une nouvelle subvention de 250k€ à Inter Aide (IA) sur 2013-2015, a conduit la Ville de Paris à cibler son évaluation sur les activités d'IA. Les termes de référence de la mission sont présentés en Annexe 6.

A l'exception d'un volet technique allégé<sup>1</sup>, la mission s'est déroulée conformément à ses objectifs dans la zone du Dawro (Worédas de Gena, Loma et Mareka) et dans celle du Walayta (Worédas du Kindo Koysha).

---

<sup>1</sup> L'expert d'Eau de Paris, Claude Vignaud, qui avait participé au montage de la mission, n'a finalement pas pu se rendre sur le terrain.

**Glossaire :**

**IA** : Inter Aide

**RCBDIA** : Rural Community Based Development Initiative Association

**BE** : Bureau de l'Eau (WWO)

**AH** : Agent Hydraulique

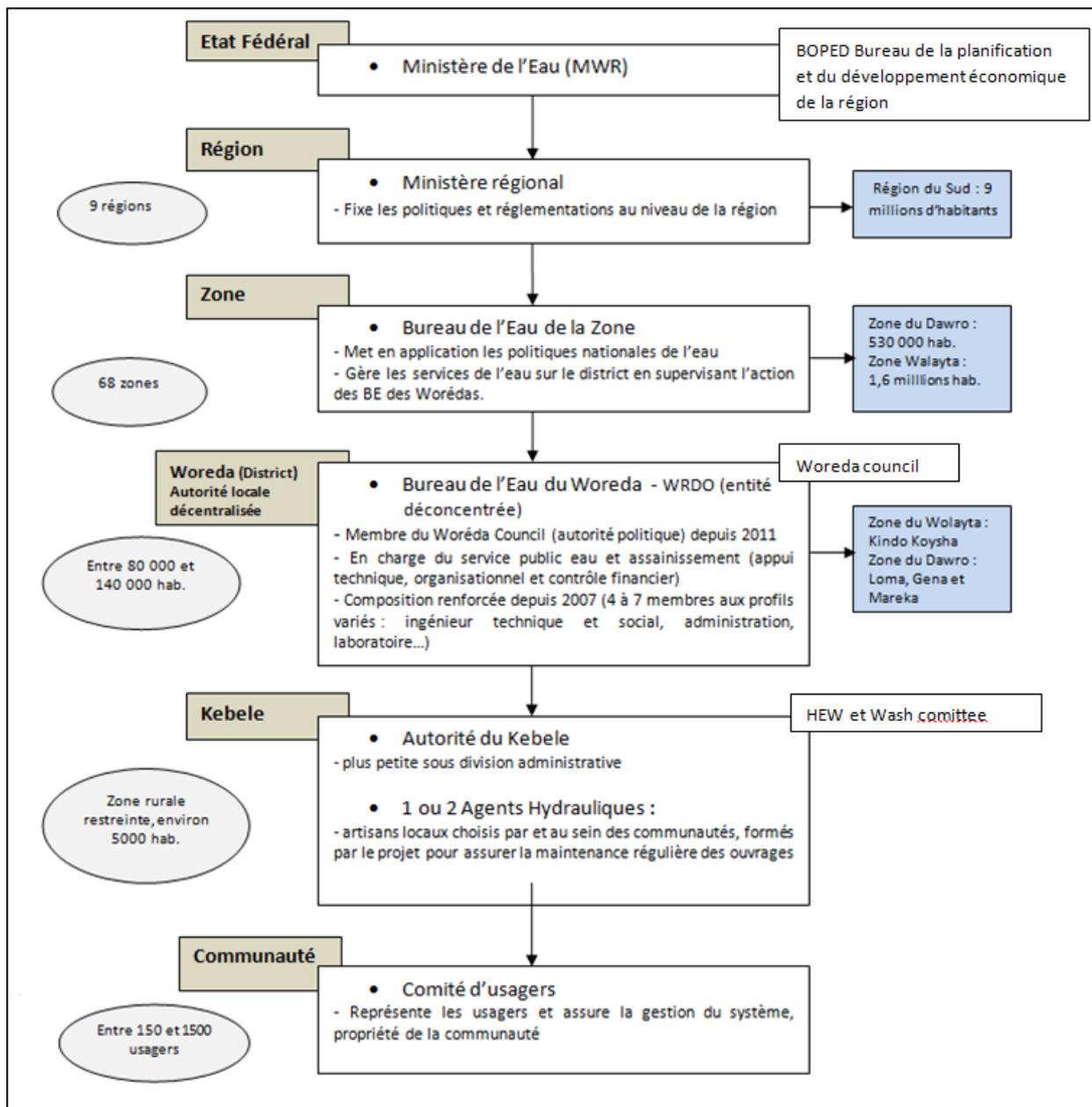
**CU** : Comité d'usagers

**MAH** : Ministère des Affaires Hydrauliques (MWR)

**HEW** : Health Extension Workers (agents de l'état)

**WWO** : Woreda Water Office

**SNNPRS** : Southern Nations, Nationalities and Peoples Regional State



*Schéma des acteurs institutionnels locaux de l'eau et l'assainissement*

## **I. SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

Face à un contexte étatique contraignant vis-à-vis des ONG<sup>2</sup> et à une multiplicité d'initiatives dans la région Sud<sup>3</sup>, IA a fait depuis plus de 20 ans le choix ambitieux de cibler ses interventions sur les zones rurales isolées.

Fondées sur une agriculture familiale de subsistance, les communautés se situent dans des territoires marginalisés en termes d'accès aux services de base, contrastant avec une forte densité de population, pouvant aller jusqu'à 400 hab/km<sup>2</sup> dans le Kindo Koysha. La consommation d'eau avant-projet est en moyenne de 5 l/j/hab avec des conditions d'accès difficile, notamment en saison sèche et une qualité médiocre. Les pratiques d'hygiène sont rudimentaires et les parasitoses, affectant aussi bien les humains que le bétail, et les maladies diarrhéiques sont fréquentes.

Grâce à cette présence de long terme, IA maîtrise les spécificités techniques et les enjeux institutionnels de la région et bénéficie à la fois du soutien des autorités locales et de la confiance des populations. Aujourd'hui en partenariat avec sa « consœur » locale RCBDIA, IA développe des projets parfaitement en lien avec les orientations sectorielles locales en E&A et pertinents au regard des besoins locaux.

Le projet répond à une demande formelle des populations, portée par les Bureaux de l'Eau des woréda et joue ainsi un rôle d'interface entre les communautés et les acteurs institutionnels. Les activités sont programmées selon un déroulé clair et en adéquation avec les objectifs fixés.

Un système détaillé de suivi budgétaire et des actions a été mis en place, répondant aux exigences de reporting des bailleurs (UE, AFD, Ville de Paris<sup>4</sup>) et des autorités éthiopiennes.

A travers une approche participative, en 3 ans, 81 points d'eau multi-usage (Borne Fontaine à flux ouvert, Abreuvoirs, Lavoirs) ont été construits au bénéfice de 22 815 usagers au sein des 3 districts du Dawro, où 114 comités ont été créés et formés.

L'environnement et les pratiques sanitaires ont été améliorés grâce à la construction et/ou la réhabilitation de 4000 latrines traditionnelles et au travail de sensibilisation (approche PHAST et CLTS) mené en partenariat avec les HEW, agents de santé de l'Etat au travail remarquable. La mission a pu vérifier les excellentes connaissances théoriques des populations sur les bons gestes mais leur application concrète reste à vérifier, notamment pour le lavage des mains au savon.

La satisfaction des usagers est indéniable. Les ouvrages sont construits en moyenne à 1 km de des communautés sur un site sélectionné de façon consensuelle, avec un temps moyen d'accès de 15 minutes. La consommation journalière est passée à 11 l/hab/j et une baisse significative des maladies diarrhéiques a été observée, en particulier chez les enfants de moins de 5 ans.

---

<sup>2</sup> La durée de la mission n'a pas permis de mener un travail exhaustif de comparaison des approches entre les nombreuses ONG travaillant dans la région Sud en matière d'E&A. Néanmoins, les entretiens menés avec les autorités ont montré leur adhésion à la méthodologie du projet et leur souhait de la voir diffusée aux autres bailleurs.

<sup>3</sup> La région Sud comprend 15 millions d'habitants répartis entre 13 Worédas dont ceux de Loma, Gena, Mareka (zone du Dawro) et du Kindo Koysha (zone du Wolayta), où sont situées les activités du projet.

<sup>4</sup> A noter que durant la phase de préparation de la mission, IA s'est plié avec rigueur et efficacité aux nombreuses requêtes de la Ville en termes de documentation. Une liste de ces documents est fournie en Annexe 1.

Les modalités techniques d'exploitation du service apparaissent durables grâce à l'option du gravitaire qui permet une maintenance simplifiée des ouvrages. La qualité des sources est satisfaisante, aucun traitement n'est nécessaire et la protection des zones de captage est prévue.

L'autonomie financière apparaît garantie par la collecte de cotisations régulières, inscrite dans la charte des CU et sécurisées sur un compte bancaire. Un système d'exemptions pour les familles les plus vulnérables existe.

À travers une démarche de formation/action, le volet de renforcement des compétences des acteurs est présent à toutes les étapes du projet et apparaît en mesure de contribuer à l'élaboration d'un service public local de l'eau performant.

L'enjeu est de réussir à professionnaliser le service de maintenance des ouvrages. Des acteurs spécialisés tels que les agents hydrauliques et les entrepreneurs locaux sont créés et formés et l'expérience pilote menée par RCBDIA dans le Kindo Koyscha pour faciliter l'accès aux pièces détachées est destinée à être reproduite à l'échelle de la zone.

L'enjeu de la viabilité du projet se situe d'avantage du côté des capacités des BE, institution récente (courant 2003) dont l'autonomisation est contrainte par leurs faibles moyens humains et financiers et le turn-over des équipes. Leur positionnement et leur visibilité vis-à-vis des populations a été renforcé mais l'absence de visites régulières et donc de diagnostics, limitent la supervision technique et l'audit des comités.

La réforme institutionnelle en cours devrait favoriser une gestion de proximité en E&A et notamment un audit plus régulier et structuré des comités d'usagers et idéalement une plus grande réactivité en cas de pannes ; mais elle risque aussi de bouleverser l'équilibre des acteurs. Cette réforme prévoit la sécurisation institutionnelle des comités d'usagers via l'obtention du statut d'associations, qui leur octroie plus de prérogatives (emprunt, arbitrage judiciaire, vente du service d'eau) ; ainsi que la création de fédérations d'associations, nouvel échelon intermédiaire au niveau des Kebeles entre les BE et les CU. Les BE verront à terme un recentrage de leurs activités sur la régulation du secteur et la supervision des opérations lourdes de réhabilitation. On peut néanmoins s'inquiéter de la création de nouvelles strates administratives et des budgets afférents alors que les BE connaissent d'ores et déjà un déficit de ressources humaines et logistiques.

*La mission conclut donc au succès global du projet et valide l'octroi d'une nouvelle subvention pour 2013-2015. Les entretiens menés sur le terrain auprès des bénéficiaires, acteurs et autorités locaux ainsi que les rendez-vous institutionnels à Adis Abeba ont permis de renforcer la visibilité de la Ville de Paris sur le projet et de faire connaître sa stratégie d'intervention dans le cadre de son Dispositif « Solidarité Eau ».*

Les recommandations suivantes devront être prises en compte :

❖ **Volet Hygiène et assainissement :**

→ Démarrer rapidement un suivi du renouvellement des latrines par les populations, qui pourra partiellement être mené en collaboration avec les HEW ;

→ Etudier la faisabilité de latrines avec dalles (de type SanPlat) en lien avec les directives et les moyens locaux. Les agents hydrauliques pourraient en assurer la fourniture et s'assurer ainsi d'un revenu supplémentaire ;

→ Poursuivre le focus sur le lavage des mains au savon et le nettoyage des jerricans ;

→ Inclure dans les séances de sensibilisation ;

- les enjeux liés à un environnement sanitaire dégradé par la cohabitation avec le bétail au sein des maisons ;

- les déchets solides, actuellement brûlés et enterrés mais cette pratique ne semble pas généralisée ;

- Un volet sur la nécessité de l'augmentation de la consommation journalière en eau ;

→ Renforcer la supervision des travaux lors de la construction des blocs sanitaires pour les écoles (portes, couvercles, séparation garçon/fille, système de lavage des mains) ;

→ Contribuer à la diffusion de supports pédagogiques et de communication adaptés pour les activités de sensibilisation à destination des écoles, de type affiches ou dessins qui pourraient être réalisés par les enfants lors de mini-concours. Le lavage des mains devra être ciblé en priorité.

#### ❖ Volet maintenance :

→ Poursuivre la sensibilisation sur la maintenance en ciblant la réticence des comités à engager des dépenses.

→ Renouveler les formations des agents hydrauliques et étudier les possibilités juridiques d'une reconnaissance officielle de leur statut ;

→ Poursuivre l'accompagnement du BE du Kindo Koysha dans la gestion du stock de pièces de rechange (renouvellement des pièces, tenue du registre) ;

→ Démarrer rapidement la sensibilisation au niveau de la zone du Walayta pour un regroupement des achats de tuyaux PVC et un élargissement de la demande par cluster ;

→ Lancer un travail de capitalisation pour établir un référentiel annuel moyen de cotisations nécessaires pour couvrir les coûts de maintenance, en fonction des caractéristiques des ouvrages, du coût des pièces détachées et des prix pratiqués par les artisans et entrepreneurs locaux ;

→ Parallèlement, étudier les postes de dépenses des comités.

#### ❖ Volet renforcement des compétences :

→ Poursuivre la valorisation des BE vis-à-vis des populations et des autorités ;

→ Renforcer la mise en place d'outils de suivi simplifiés avec une vigilance particulière pour la création et la mise à jour de cartographies des ouvrages ;

→ Établir un inventaire des kits disponibles pour les tests de qualité de l'eau et s'assurer de leur utilisation régulière ;

→ Planifier en fonction des moyens disponibles la fréquence de visites des CU pour la réalisation de diagnostics techniques et la supervision financière de leurs activités ;

→ Sur le long terme avec la réforme en cours, une certaine marginalisation des BE est à craindre sur les aspects techniques, notamment de maintenance. IA devra être vigilant sur ce point et adapter en fonction ses schémas d'intervention.

❖ **Volet communication :**

→ La gestion associée des problématiques E&A n'est pas encore clairement comprise par les équipes des bureaux de l'eau et de la santé, en dépit de la législation en vigueur. Dans le Kindo Koysha, la collaboration entre le BE et les HEW apparaît limitée voire inexistante. La mission recommande donc d'appuyer la coordination entre les deux bureaux, santé et eau et d'accorder une attention particulière à la bonne coordination de ces 2 entités dans les Woredas d'intervention ;

→ Renforcer la communication inter-BE sur les activités menées à travers des ateliers et visites croisés. Durant la mission, le BE de Loma a affirmé ne pas avoir connaissance de l'expérience du Kindo Koysha ;

→ Renforcer l'implication des Worédas Councils par un reporting plus régulier des avancées et une sensibilisation ciblée. Ces derniers étant en mesure de négocier politiquement un soutien financier plus conséquent des BE ;

→ Saisir l'opportunité du leadership et du dynamisme du responsable du BE de la Zone du Walayta pour organiser à l'échelle de la région sud un atelier sur les enjeux de maintenance en milieu rural isolé, qui pourrait être sponsorisé et financé par des bailleurs de fonds.

IA_RCB DIA_E&A_Dawro_Walaya	Volet 1 : Accès à l'eau	Volet 2 : Hygiène et Assainissement	Volet 3 :Renforcement des capacités
<b>Pertinence/cohérence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- zones rurales très peuplées</li> <li>- territoires enclavés</li> <li>- famines "vertes"</li> <li>- C° 5l/j/hab</li> <li>- sources éloignées et de qualité médiocre</li> <li>- présence de source de qualité en altitude</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- défécation à l'air libre généralisée</li> <li>- pratiques d'hygiène rudimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- BE institution récente (courant 2003) faiblesse des moyens humains et financiers</li> <li>- absence de documentation et d'outils de suivi</li> <li>- pas de planification des activités</li> </ul>
<b>Efficacité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- construction de 81 points d'eau multi usage</li> <li>- 22815 nouveaux usagers formation de</li> <li>- 114 comités d'usagers</li> <li>- tests de qualité de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 4000 latrines construites et/ou réhabilitées</li> <li>- séances de sensibilisation régulière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- partenariat et formation des BE</li> <li>- formation des comités d'usagers</li> <li>- formation des agents hydrauliques</li> <li>- création et formation d'entrepreneurs locaux</li> <li>- expérience pilote sur un stock de pièces de rechange</li> </ul>
<b>Efficience</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- délai d'exécution de 36 mois respecté</li> <li>- système de suivi des activités et de reporting financier régulier</li> <li>- cout moyen de 8€ par bénéficiaires</li> </ul>		
<b>Durabilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- forte participation des habitants</li> <li>- option du gravitaire qui simplifie la maintenance</li> <li>- tarification consensuelle et exemptions prévues</li> <li>- cotisations régulières et sécurisées</li> <li>- formation des agents hydrauliques et entrepreneurs locaux</li> <li>- quid de l'approvisionnement en tuyaux PVC</li> <li>- enjeu de la maintenance préventive</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- implication et formation des HEW, agents de l'Etat</li> <li>- développement d'un manuel et de supports pédagogiques</li> <li>- latrines traditionnelles sans subventions</li> <li>- quid du renouvellement des latrines</li> <li>- quid intégration du lavage des mains au savon</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- turn over des équipes</li> <li>- absence de moyens de transport</li> <li>- absence de visites régulières et de diagnostics technique</li> <li>-audit limités</li> </ul>
<b>Impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- baisse de la distance parcourue</li> <li>- hausse de la consommation ( 11l/j/hab en moyenne)</li> <li>-libération de temps pour les femmes</li> <li>- sécurisation de la vente du bétail</li> <li>- création de micro- activités économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- diminution des maladies diarrhéiques</li> <li>- quid cohabitation avec le bétail</li> <li>- poursuite de la hausse de la consommation journalière en eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- renforcement des compétences techniques</li> <li>- visibilité institutionnelle</li> <li>- confiance des populations</li> <li>- marginalisation possible avec la nouvelle donne institutionnelle</li> </ul>

Synthèse des indicateurs d'évaluation

## **II. RAPPORT DE MISSION**

### **A. Contexte**

#### *1. Un contexte étatique centralisé et contraignant pour les ONG*

En dépit de certaines initiatives allant dans le sens d'une décentralisation progressive, l'Éthiopie apparaît comme ultra-centralisée, le pouvoir de prises de décision reste concentré au niveau des ministères et du gouvernement.

Les activités des ONG sont très encadrées. Les interventions sont subordonnées à la négociation et à la signature d'agrément de projets avec les structures gouvernementales d'une durée moyenne de 3 ans. Ces derniers sont renouvelables sur la base d'une évaluation par les autorités à partir de rapports administratifs et d'audits financiers annuels. Pour l'E&A, les bureaux de l'eau, entités déconcentrées du Ministère de Ressources Hydriques (MWR) et le Bureau de la Planification et du Développement Economique (BOPED) de la région concernée sont impliqués.

Ces procédures complexes ont récemment été renforcées par de nouvelles lois et décrets. La loi « Charity&law »<sup>5</sup> de 2009, limite le financement d'ONG locales à un seuil de 10 % provenant de *sources étrangères*, contraignant notamment le champ d'action sur les droits de l'homme. La loi « 270 » plus récente instaure une affectation complexe entre 70 et 30% des budgets, avec en filigrane une volonté d'axer les projets sur des *activités génératrices de revenus*. 30% seulement du budget total d'un projet peuvent être fléchés sur ce qui est dénommé « frais administratifs », incluant ainsi les frais afférents aux composantes *soft* (salaires, coûts d'organisation, etc) de type formation/animation ou ateliers de renforcement de capacités. Cette démarche s'inscrit dans une vision éthiopienne où le développement est perçu avant tout à travers l'investissement en infrastructures et l'innovation technologique ; le changement des pratiques est relayé au second plan.

Par nature, les projets E&A incluent un volet conséquent de financement d'infrastructures et peuvent s'accommoder de ces limitations. Néanmoins, cette répartition 30/70 impose désormais aux ONG une gymnastique comptable souvent chronophage, d'autant que la définition précise des « frais administratifs » n'est pas clairement établie.

#### *2. IA : un partenaire aux solides capacités opérationnelles*

Face à une multiplicité d'initiatives et à l'ampleur des besoins dans la région Sud (qui comprend 13 Worédas et 15 millions d'habitants), IA a fait le choix ambitieux de cibler ses interventions sur les zones isolées. Initiées dès 1988 dans le Woréda du Kindo Koysha, ses activités s'appliquent désormais à 10 Worédas dans les zones du Walayta et du Dawro ainsi que dans celles du Gamo Goffa et du Kembatta. IA maîtrise ainsi les spécificités techniques et les enjeux institutionnels de la région Sud et développe des projets parfaitement en lien avec les orientations sectorielles locales en E&A. Grâce à cette présence de long terme, IA bénéficie à la fois du soutien des autorités locales et de la confiance des populations.

---

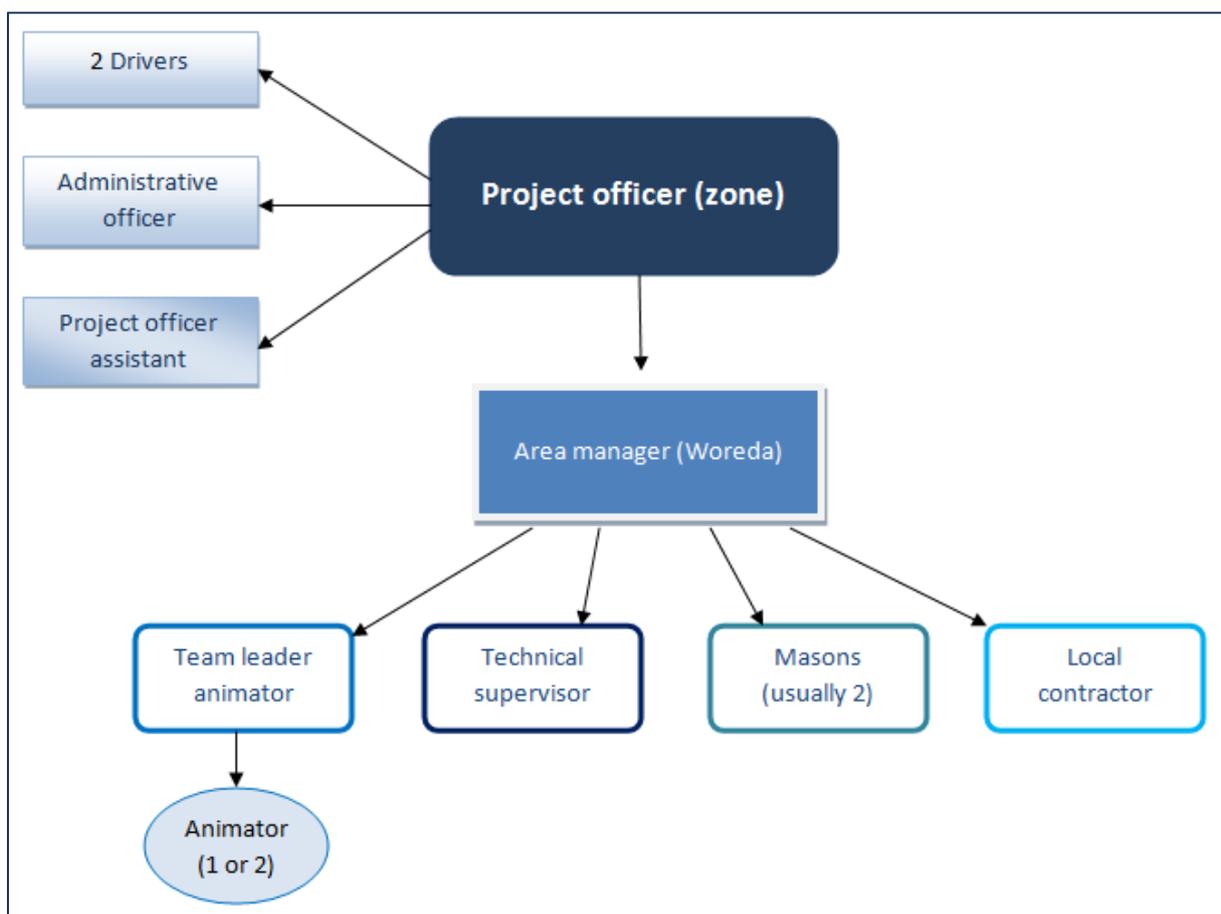
<sup>5</sup> "Only Ethiopian charities or societies with no more than 10 percent of their spending coming from "foreign sources" would be able to work in those areas."

Cet ancrage local est renforcé par le choix de s'appuyer uniquement sur des chefs de projet éthiopiens. En dépit de salaires moins attractifs que ceux proposés par d'autres ONG internationales, IA réussit généralement à pérenniser ses équipes grâce à une démarche de formation/action et de forte autonomie de son personnel local, notamment en termes de prise de décision.

Les recrutements se font par publication de fiches de poste au sein desquelles le critère d'appartenance aux Worédas ou aux communautés concernées apparaît déterminant, en particulier pour les animateurs.

Au total, tous secteurs confondus, IA comprend un expatrié basé à Addis Abeba qui coordonne l'ensemble des activités et un effectif local de 165 personnes.

Le schéma classique de pilotage des projets inclut :



*Schéma de management interne du projet*

### 3. RCB DIA : une ONG locale en construction

Créée en 2006 à l'initiative d'ancien personnel d'IA, RCB DIA (Rural Community Based Development Initiative Association) est une ONG Ethioienne agréée pour intervenir dans le secteur du développement rural, notamment en hydraulique et en agriculture.

Dans le cadre du projet financé par la Ville, RCBDIA intervient dans le Kindo Koysha et a développé sa propre méthodologie d'intervention en choisissant de cibler ses activités sur les questions de maintenance. A travers une approche de Recherche & Développement, RCBDIA fournit un appui technique et financier au BE pour la mise en place d'un service de maintenance pour les ouvrages existants et incluant également des réhabilitations.

Calé techniquement, RCBDIA développe progressivement ses capacités de rédaction et de préparation de dossiers de financement auprès de bailleurs. Dans le cadre du FSD (Fonds Social de Développement), elle a ainsi récemment obtenu un financement de 35 k€ du SCAC pour un nouveau projet dans le Worédas de Damot Soré.

#### 4. Un projet pertinent au regard des enjeux locaux et des stratégies locales

Dans un contexte de forte « concurrence » entre ONG dont plus de 240 sont répertoriées dans la seule région Sud, tous secteurs confondus, l'approche d'IA apparaît pertinente au regard des besoins locaux et des réalités du secteur d'E&A dans la zone.

En dépit d'un désenclavement progressif via la construction de routes et l'extension du réseau électrique, la majorité des communautés ciblées se situent dans des territoires marginalisés en termes d'accès aux services de base et qui contrastent avec les fortes densités de population, notamment dans le Kindo Koysha (jusqu'à 400 hab/km<sup>2</sup>).

La consommation journalière d'eau avant-projet est en moyenne de 5 litres par jour et par personne via des conditions d'accès difficile, notamment en saison sèche (parfois 2h de transport à renouveler plusieurs fois par jour) et une qualité médiocre. Les pratiques d'hygiène sont rudimentaires et les parasitoses, affectant aussi bien les humains que le bétail, et les maladies diarrhéiques sont fréquentes.

Le projet répond à une demande formelle des populations, portée par les BE et renforçant ainsi leur visibilité institutionnelle. Les entretiens menés au cours de la mission ont bien confirmé que l'instruction des requêtes se faisait en partenariat entre IA et les BE, selon des critères acceptés conjointement : priorité des besoins (zones basses), minimum de 20 membres au sein des comités d'usagers puis couverture de 90% en latrines et collecte du matériel pour les travaux. Au vu du nombre de demandes, un nouveau critère a été récemment ajouté : la collecte effective des premières cotisations.

Le projet vise également à s'adapter au mieux aux contraintes des habitants, en planifiant les travaux en dehors des périodes de récolte pour faciliter la mobilisation des hommes au moment de la construction des ouvrages.

Les entretiens ont également démontré que le projet s'inscrivait parfaitement en lien avec les orientations sectorielles locales, présentées comme suit par les autorités dont notamment le responsable du bureau de l'eau de la Zone:

1/ Amélioration de la desserte en eau et renforcement de l'existant via une sécurisation institutionnelle des comités et une sensibilisation à la maintenance préventive ;

2/ Mise à disposition de pièces de rechange ;

3/ Formation d'artisans et d'entrepreneurs locaux ;

4/ Equipement et formation des comités (amenés à terme à évoluer vers un schéma association/fédération voir Annexe 2).

La solution technique du gravitaire apparaît également plébiscitée par les acteurs locaux, lorsque la présence de source pérenne en altitude est avérée.

Concernant le volet assainissement, bien que sa gestion fasse partie des attributions officielles des BE, dans les faits ces derniers considèrent qu'elle relève plus des bureaux de la santé et notamment des HEW. Le choix d'associer étroitement les HEW au volet sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement du projet apparaît donc pertinent tant en termes de ressources que de stratégies.

Néanmoins, on peut noter que la gestion associée des problématiques E&A n'est pas encore clairement comprise par les équipes des bureaux de l'eau et de la santé, en dépit de la législation en vigueur.

→ Dans le *Kindo Koysha*, la collaboration entre le BE et les HEW apparaît limitée voire inexistante. La mission recommande donc d'appuyer la coordination entre les deux bureaux, santé et eau et d'accorder une attention particulière à la bonne coordination de ces 2 entités dans les *Woredas* d'intervention.

##### 5. Une stratégie d'intervention cohérente et structurée

L'approche développée par IA en concertation avec les autorités locales permet d'apporter une réponse cohérente aux enjeux E&A dans toute la région Sud.

A plusieurs reprises lors des entretiens, les représentants des BE au niveau des *Woredas* et de la zone, ont affirmé inciter les autres bailleurs à reproduire la méthodologie du projet.

Les activités sont programmées selon un déroulé clair et en adéquation avec les objectifs fixés. Le projet joue le rôle d'interface entre les communautés via les comités d'usagers et les acteurs institutionnels locaux via les BE.

En ce sens, IA a su s'adapter aux évolutions du contexte local et ne pas rester sur un modèle de projet et une méthodologie figés. La création des BE en 2002 a conduit IA à renouveler son approche, en les intégrant comme partenaire et intermédiaire pour l'instruction des demandes.

Les bénéficiaires sont associés dès le départ dans la formulation des besoins (design des ouvrages et localisation) et on observe une mise en synergie de tous les acteurs à chaque étape et selon un partage des rôles et des responsabilités cohérent et contractualisé, tel qu'illustré ci-dessous :

Indicative chronogram - WS projects				
	Phase	Title	Description	OVI - conditions to go to the next phase
COMMUNITY PREPARATION	A	Written request	A written request is sent from the community and registered by the Woreda Water Office	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Registration by the WWO</li> <li>- First check on historic (about motivation)</li> <li>- Signed by all interested HH</li> </ul>
	B	First Contact	Getting information about the Community	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The request comes from the community and not from individuals</li> <li>- The community knows the WWO and Inter Aide and has heard about the followed methodology</li> <li>- At least 1/2 of the signing HH are represented</li> </ul>
	C	Technical and Social preliminary feasibility survey	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assessment of the technical feasibility (spring characteristics - type of emergence and aquifer; spring perennality and first yield measurement; quality of the water and risk of contamination; topographic characteristics)</li> <li>- Assessment of the social feasibility (number of benef., estimated cost range per benef., community mobilisation and motivation, origin of the request, authorisation of spring field owner)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Spring yield in dry season &gt; 0,2 l/s</li> <li>- It is possible to bring on a cost-effective way the water close to the user</li> <li>- The spring catchment seems technically feasible</li> <li>- No important source of pollution close to the spring</li> <li>- ...</li> <li>- # HH &gt; 30</li> <li>- Cost per benef &lt; 150 EB</li> <li>- Written autorisation from the owner of spring field</li> <li>- The community shows high level of motivation</li> </ul>
	D	Animation initial process	Community information, mobilisation and preparation (pre-construction phase)	
	D1	Meeting 1	Echange with the community on the benefits of accessing clean water and better sanitation Inform the community about projects' methodology and the interests of such collaboration	The community underlines its willingness to access drinkable water and improve the global sanitary situation
	D2	Meeting 2	Presentation of the work to be done, motivate them to participate	The community has understood the complete process, shows motivation to participate all along the construction and to involve in the post-construction animation package
	D3	Meeting 3	Definition of the steps to carry out Definition of the Water Committee and its role Definition of the Hydraulic Agents and their roles Definition of "fee collection for a maintenance provision", the objective of it Assess if the community is ready for participation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The Water Committee and the Hydraulic Agents are elected</li> <li>- The amount for maintenance fee collection is decided</li> <li>- The roles and responsibilities of the different actors is understood and accepted by the community, the WC and the HA</li> <li>- The community shows high motivation to sign the contract and to start participating in the site.</li> </ul>
	E	Detailed technical and social study	Detailed technical survey (topographic survey; network profile; choosing the pipes (types, PN, diametre); defining the elements of the system and their position; specification of the material needed; specification of the material to be prepared by the community; definition of the site schedule for the technical team and for the community) Paralelly: achievement of a baseline survey on current Hygiene and Sanitation situation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The technical study is completed</li> <li>- Possible locations for the siting of the waterpoint are presented to the community</li> <li>- H and S survey has been carried out</li> </ul>
F	Contract signature	<ul style="list-style-type: none"> <li>- A contract between IA, the community, the kebele chairman and the WWO is established, understood and signed by all involved actors.</li> <li>- The modalities to start the construction phase are completed</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The community has understood the content of the contract</li> <li>- The contract is signed by the community, the project, the kebele authorities and the WWO</li> <li>- The site schedule has been presented and validated by the community</li> <li>- The technical survey has been explained to the community</li> <li>- The community has understood the technical specification of the project</li> <li>- The community knows exactly the material they have to prepare and the work to be done</li> <li>- A clausus in the contract indicated the specifications for system guarantee and maintenance</li> <li>- The Water Committee commits to respect the time schedule</li> <li>- The location of the WP is decided</li> <li>- The community commits to maintain the different features of the system</li> </ul>	

<b>CONSTRUCTION</b>	<b>G</b>	<b>Site preparation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The material for the construction is prepared by the community</li> <li>- The work to be done before the construction is completed</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The material to be prepared has been validated by the community and the project Technical Supervisor</li> </ul>
	<b>H</b>	<b>Construction</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction of the water system: springbox, tank, different boxes, waterpoint elements, pipeline...</li> <li>- Practical on-site training of the Hydraulic Agent and the Work Committee during the WHOLE construction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The quality of each element of the site has been checked and validated by the project and the Water Committee based on the presented technical quality check list (including spring protection, trenches complete refilling, fencing and anti erosive protection of each site)</li> <li>- The quality of the work to be done by the community has been checked and validated by the project and the Water Committee</li> <li>- The Hydraulic Agent is operational</li> </ul>
	<b>I</b>	<b>Site closure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The community, the project and the WWO validate the respect of the specifications of the water system scheme</li> <li>- After validation, the water is connected to the system</li> <li>- The a guarantee period of 2 years enters in application</li> <li>- Presentation (remaining) of the post-construction training package and schedule</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The material cost and a reference for the yearly fee provision maintenance is calculated and known by the Community</li> <li>- The Work Committee is validated by the community and becomes Water Committee or a new WC is elected</li> <li>- The water is flowing in the system</li> <li>- A water analysis is carried out and the results conveyed to the community</li> <li>- A documentation of the water system is provided by the project to the WC</li> </ul>
<b>POST-CONSTRUCTION SUPPORT</b>	<b>J</b>	<b>Post construction animation and WC training</b>		
	<b>J1</b>	Meeting 4	<ul style="list-style-type: none"> <li>About fee collection</li> <li>About financial management</li> <li>About management of the community</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amount of fee to be collected, minimum accepted, decision of exemption for poorest families by the WC</li> <li>- WC is motivated to manage and shows independancy</li> <li>- Information about the cost of the project and a documentatio n of the system has been given</li> </ul>
	<b>J2</b>	Meeting 5	<ul style="list-style-type: none"> <li>About the internal rules</li> <li>About maintenance operations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Establishment of the internal rules</li> <li>- The WC knows and is able to use different tools (maintenance, toolbank, basic accounting, ...)</li> </ul>
	<b>J3</b>	Meeting6	<ul style="list-style-type: none"> <li>Role of women</li> <li>Role of Water Committee</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The responsibility of WC and its ability to lead a meeting has been tested</li> <li>- WC understands the role of women and WC in the process</li> </ul>
	<b>J4</b>	WC Training	<ul style="list-style-type: none"> <li>Role of each member of the WC</li> <li>How to collect and manage money</li> <li>How to identify and find ways to solve problems (maintenance and community problems)</li> <li>Strengthen responsibilities of the WC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Make sure all points described beside are understood and acquired</li> </ul>
	<b>J5</b>	HS Process	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensitization about H&amp;S</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conversations are held within the community on H&amp;S</li> </ul>
	<b>J6</b>	Drama 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>About benefits of good hygien and sanitation of WP, hands and water conservation at home</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Community is reacting and sensitive to the message</li> </ul>
	<b>J7</b>	Drama 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>About the benefits of good organization and accounting for sustainability of system</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Community is reacting and sensitive to the message</li> </ul>
<b>AUTONOMY</b>	<b>K</b>	<b>WC and Community evaluation</b> (should occur around 3 months after Drama 2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>After having conducted the post-construction training package, an evaluation is carried out to assess the capacities of the WC and the communities toward autonomisation and to define the content of the specific follow-up phase.</li> <li>Initial assessment fixes the potential autonomy date and a date where all weak points have been improved in medium level at least.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- An evaluation report has been completed and validated by the WC</li> </ul>
	<b>L</b>	<b>Specific follow-up toward autonomy</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regular assessment and on-field support and training helping the WC and the community to reinforce their competences.</li> <li>Second assessment with Animation Team Leader to confirm improvement of weak points and confirmation of autonomy date</li> <li>Financial follw-up carried out by an external auditor on yearly basis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Competences to be aquired:</li> <li>- Quarterly financial reports are established and analysed by the WC</li> <li>- A bank account is open and fees are deposited</li> <li>- Water analysis have been conducted at spring, WP and HH level.</li> <li>- The results of the water analysis have been conveyed to the community</li> <li>- Maintenance operations are correctly registered</li> <li>- At least one meeting presenting to all the community the activities of the WC (fee collection, financial movement, paying and non paying members, maintenance operations) has been organised by the WC</li> <li>- ...</li> </ul>
	<b>M</b>	<b>Autonomisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The WC becomes autonomous to manage its water system and the intervention of the project is terminated</li> <li>A third assessment by the technical Supervisor confirms the autonomy level of the WC and the community</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation has jointly been conducted and validated by the project (+ possibly the WWO) and the community, testifying the capacities of the WC and the community to manage autonomously their Water System: meaning:...(refer to criterias of autonomy)</li> </ul>
	<b>N</b>	<b>Supervision transferred to WWO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The referral institution for heavy maintenance and support becomes the WWO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- A complete documentation of the water system + water analysis report + technical files + financial report + community historic report, has been handed over to the WWO</li> <li>- A contract between the WWO and the WC is established and signed</li> <li>- The guarantee period is over.</li> </ul>

## **B. Résultats**

### *1. Un accès facilité à une eau de qualité pour les populations et le bétail*



*Point d'eau Dilama Mareka*



*Point d'eau Fulasa Bale n°7*

De janvier 2010 à décembre 2012, 81 points d'eau<sup>6</sup> multi-usage (Borne Fontaine à flux ouvert, Abreuvoirs, Lavoirs) protégés ont été construits en gravitaire au bénéfice de 22 815 usagers au sein des 3 districts du Dawro, sur une population totale de plus de 300 000 habitants. A noter que la distinction entre usagers directs et occasionnels apparaît complexe, ces derniers sont néanmoins estimés par IA à environ 12 000. Il est également estimé que 10 000 têtes de bétail ont un accès facilité à l'eau.

Woreda	Captage	Fontaine	Lavoir	Abreuvoir	Adduction (m)	Usager
Gena	18	22	22	21	20 146	6 576
Loma	24	29	29	29	22 029	8 509
Mareka	19	30	29	30	20 273	7 730
<b>Total</b>	<b>61</b>	<b>81</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>62 448</b>	<b>22 815</b>

<sup>6</sup> Voir la liste des points d'eau construits en Annexe 3

Leur coût moyen varie en fonction des quantités de matériel nécessaires à la construction de ces éléments constitutifs. En dehors du coût de main d'œuvre et de protection, les estimations moyennes d'IA sont les suivantes :

- boîte de captage : 901 €
- boîte de distribution : 163 €
- passage de rivière : 186 €
- réservoirs : 397 €
- linéaire d'adduction : 0.75 € par mètre
- points d'eau : 1015 €

L'ensemble des ouvrages est construit en moyenne à 1 km de distance des communautés sur un site choisi par les usagers. Le temps moyen d'accès mentionné par les populations lors des entretiens est de 15 minutes.

En dépit d'un débit réduit en saison sèche, les BF sont en mesure de fournir en moyenne 20 l/hab/j soit le seuil recommandé par l'OMS. Selon IA, la consommation journalière post projet est de 11 l/hab/j, contre 5 auparavant.

Au moment de la livraison des ouvrages, 114 tests de qualité de l'eau ont été effectués par les BE, avec le soutien matériel du projet et ont démontré un seuil de coliforme généralement inférieur à 5 CFU/100ml.

La satisfaction des usagers est indéniable. Au moment des entretiens, à la question *quels conseils pourriez-vous donner pour améliorer le projet ?*, systématiquement la réponse était de répliquer le projet aux autres communautés.

## 2. Des comités d'usagers officiellement créés et formés :

114 comités d'usagers, représentant les populations en matière d'E&A, ont été créés et reconnus officiellement par les autorités (*voir point 4.b*) au sein de 78 communautés.



CU de Fulasa Bale



CU de Dilama Mareka

Un règlement intérieur signé par l'ensemble des membres définit le rôle et les responsabilités du comité et le montant des cotisations qui sont généralement annuelles. L'épargne constituée est

sécurisée sur un compte bancaire ouvert auprès de l'Institution locale de Micro finance OMO et une double signature du président du CU et du BE référent est exigée pour les retraits.

Les CU ont été formés par le projet à l'exercice de leurs fonctions et 5 à 7 membres ont été élus par les communautés assurant notamment les fonctions de président, secrétaire ou caissier. Les comités rencontrés n'avaient pas renouveler les élections depuis leur création.

A minima la présence de 2 femmes est exigée mais pas toujours respectée. Au sein des comités rencontrés, les femmes membres semblaient cantonner à un rôle d'entretien direct ou de supervision du nettoyage des ouvrages par les femmes de la communauté.

→ La mission recommande qu'une attention particulière continue d'être portée sur l'implication des femmes à des postes de responsabilité.

### 3. Un environnement et des pratiques sanitaires améliorés :

#### a) Couverture en latrines

Un confinement des eaux usées est réalisé par le projet à travers la construction de latrines individuelles simplifiées, correspondant au modèle traditionnel local. Une couverture de 90% en latrines est exigée pour le lancement des travaux de constructions des ouvrages hydrauliques.

Au total, 4000 latrines ont été réalisées et/ou réhabilitées au sein des communautés ciblées.

Woreda	Année 1	Année A2	Année A3	total
Loma	351	510	663	1524
Gena	328	480	537	1345
Mareka	259	490	376	1125
<b>Total</b>	<b>938</b>	<b>1 480</b>	<b>1576</b>	<b>3994</b>

Des conseils techniques sont fournis par les animateurs du projet mais les latrines sont construites directement et au frais des populations, pour un cout estimé à 7 € et 5 € dans le cas de réhabilitation (creusement d'une fosse, murs, porte et toit en bois).



Latrines traditionnelles

Un système sommaire de lavage des mains est installé à proximité incluant un bidon d'eau généralement suspendu et des cendres ou du savon.



### Latrines traditionnelles

Parallèlement avec leur utilisation effective, l'enjeu réside dans le renouvellement des latrines, une fois les fosses pleines (a priori après 2 à 3 ans). L'ancienneté des interventions sur la zone permet d'avoir un recul suffisant pour lancer un inventaire.

→ La mission recommande de démarrer rapidement un suivi du renouvellement des latrines par les populations, qui pourra partiellement être mené en collaboration avec les HEW.

En matière d'assainissement, il y aurait actuellement au niveau national une volonté de favoriser l'application de la méthode CLTS (Community Led Total Sanitation) souvent controversée et qui préconise notamment l'auto construction des ouvrages, sans subventions.

Néanmoins, à plusieurs reprises durant la mission, le choix de latrines avec dalles (de type **SanPlat**) a été sollicitée par les usagers et les HEW.

→ La mission recommande d'étudier la faisabilité de cette option en lien avec les directives et les moyens locaux. Les agents hydrauliques pourraient en assurer la fourniture et s'assurer ainsi d'un revenu supplémentaire.

A noter que cette expérience a déjà été menée avec succès dans certaines communautés situées dans les basses terres et confrontées à la prolifération des termites.

### **b) Séances de sensibilisation**

La promotion des pratiques de base en matière d'hygiène et d'assainissement est menée en partenariat entre les HEW, les animateurs d'IA et les BE, principalement en direction des femmes et à une fréquence régulière.

Les premières séances (voir planning des étapes du projet plus haut) jouent un rôle central de déclencheur d'équipement en latrines.

Les sujets sont abordés à travers une combinaison des approches PHAST et CLTS qui inclut notamment la formation au chemin de transmission des maladies, le classement des bons et mauvais comportements à travers des jeux d'animation et de mise en situation, qui sont ciblés en priorité sur l'arrêt de la défécation à l'air libre et sur l'hygiène quotidienne (y compris le lavage des habits), la collecte et la conservation de l'eau et le lavage des mains à la sortie des latrines.



*Séance de sensibilisation à Fekedou (Mareka)*

Crées en 2007 partiellement en lien avec la volonté du gouvernement de se rapprocher des OMD, les **HEW (Health Extension Workers)** sont des agents de santé exclusivement féminines (souvent très jeunes) et affectées au niveau des Kebeles (2 au minimum) sous la supervision des bureaux de santé des Worédas. Elles mènent à la fois des entretiens individuels avec les femmes via des visites à domicile (1 fois par mois selon elles) et plus généralement avec l'ensemble des habitants notamment lors des grandes occasions sociales de type mariage, fêtes, etc.

En dépit d'un lourd package de 17 tâches (dont la sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement) et d'une formation courte d'une année seulement, elles ont accompli en peu de temps un travail remarquable. Preuve que lorsqu'une forte volonté politique existe, les résultats suivent.

Les entretiens menées ont permis de démontrer leur forte motivation et leur adhésion totale au projet, en dépit des faibles moyens qui leur sont alloués (transport notamment) par leurs tutelles.

Dans le cadre du projet, le développement conjoint avec IA et les BE d'un manuel et de support pédagogiques a grandement facilité leurs actions.

Selon IA, une baisse significative des maladies diarrhéiques a été observée, en particulier chez les enfants de moins de 5 ans.

Pour mémoire, une étude interne sur la dynamique en matière d'hygiène et d'assainissement avait été réalisée par IA en 2010, ainsi qu'une enquête sur la couverture en latrine et la prévalence des épisodes diarrhéiques. Les résultats avaient démontré qu'un seuil de 75-80 % devait être atteint pour avoir un impact sur la baisse des maladies.

La mission a pu vérifier les excellentes connaissances théoriques des populations sur les bons gestes bien que leur application concrète reste à vérifier. L'usage du savon ou des cendres pour le lavage des mains apparaît le plus critique. De même, le nettoyage au stable des jerricans (promus en alternative aux pots traditionnels non fermés) n'est pas avéré. Néanmoins, on observe principalement un stockage journalier de l'eau, ce qui limite les risques de contamination.

→ *Au vu des visites de terrain et des entretiens menés, la mission recommande d'inclure dans les séances :*

- *Poursuivre le focus sur le lavage des mains au savon.*
- *Les enjeux liés à un environnement sanitaire dégradé par la cohabitation avec le bétail au sein des maisons.*
- *La prise en compte des déchets solides, actuellement brûlés et enterrés mais cette pratique ne semble pas généralisée.*
- *Un volet sur la nécessité de l'augmentation de la consommation journalière en eau.*

### **c) Une expérience pilote dans les écoles**

A titre expérimental, 7 écoles ont bénéficié du projet par la construction de 9 blocs sanitaires au bénéfice de 3 899 élèves.



*Bloc sanitaire à Dilamo*

Des séances de sensibilisation à destination des professeurs et des élèves selon la méthode CHAST corolaire de PHAST pour les enfants ont été menées.



### Séance de sensibilisation à l'école de Dilamo

Lors des visites de 2 écoles de Dilamo et Fusala, la mission a pu observer de nombreuses déficiences sur les équipements : absence de portes, de couvercles, présence de savon/cendres pour le lavage des mains et absence de séparation garçons-filles.



### Blocs sanitaires de l'école de Fulasa

En dépit de l'absence d'affichettes sur les locaux ou au sein du club hygiène et assainissement, la propreté et l'entretien des latrines étaient satisfaisants. Généralement, les élèves retardataires en ont la charge.

→ En conséquence, la mission recommande :

- le renforcement de la supervision des travaux lors de la construction des blocs sanitaires.
- la diffusion de supports pédagogiques et de communication adaptés pour les activités de sensibilisation, de type affiches ou dessins qui pourraient être réalisés par les enfants lors de mini-concours. Le lavage des mains devra être ciblé en priorité.

#### 4. Un renforcement des compétences locales articulé autour des enjeux de maintenance

Le volet de renforcement des compétences des acteurs est présent à toutes les étapes du projet à travers une démarche de formation/action dispensée par des animateurs compétents du côté d'IA et de RCBDIA selon 3 axes principaux :

##### **a) Appui au personnel des BE**

- Formation sur la législation E&A éthiopienne, enjeux techniques du secteur, suivi de chantiers, supervision technique et financière des CU, pilotage d'opérations de maintenance, tests de qualité de l'eau, création de base de données des ressources et ouvrages, etc.



BE de Loma



BE du Kindo Koysya

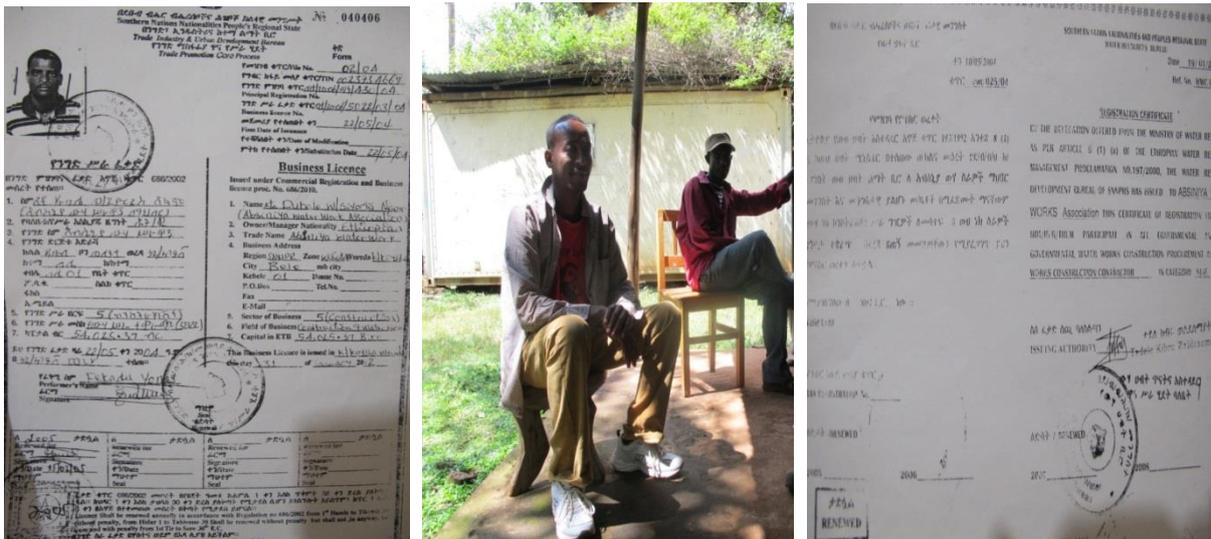
##### **b) Formation et accompagnement des CU afin d'atteindre une triple autonomie**

Financière : taux de collecte des cotisations, épargne bancaire, tenue du livre de compte.

Technique : entretien et protection des ouvrages, maintenance préventive et corrective (légère)

Institutionnelle : périodicité des assemblées, mise à jour des registres, communication avec les partenaires

**c) Formation d'artisans et d'entrepreneurs locaux**



Certificats d'Absinat et photos de l'entrepreneur en chef dont l'équipe de 6 personnes a été formée pendant 6 mois et rémunérée pour compenser. Depuis, 7 contrats ont été obtenus en dehors du projet

Au total, en parallèle des agents hydrauliques, 3 entrepreneurs locaux ont été formés et certifiés : 2 dans le district du Kindo Koysya et 1 dans la zone du Dawro. A noter que la licence obtenue n'est valable que pour des contrats inférieurs à 200 000 birrs au-delà, la présence d'un ingénieur est requise.

Au-delà des aspects institutionnels et financiers, l'enjeu est de réussir à professionnaliser le service de maintenance des ouvrages hydrauliques. Grace à l'expérience acquise dans la construction et la formation à la gestion des ouvrages, IA développe désormais une approche centrée sur la maintenance préventive (voir en Annexe 4 les travaux de capitalisation initiés dans l'Ofa). Dans le cadre du projet, la démarche de R&D menée par RCBDIA dans le Kindo Koysya porte sur la réhabilitation d'ouvrages, la réparation des pannes et l'accès aux pièces détachées. Elle constitue une expérience pilote qui pourra être reproduite dans d'autres Woredas.

La première étape repose sur une cartographie par les BE des points d'eau du Woreda, financés par IA ou d'autres bailleurs et l'inventaire de leurs caractéristiques techniques (nom, types de système – tel que gravitaire, année de construction, financeurs etc.)



Dans un deuxième temps, il s'agit de s'assurer du diagnostic régulier de chaque système par des visites de site, dans une logique de prévention.

Les visites menées doivent donner lieu à des plans d'action et à l'allocation d'un budget afférent. En fonction du type de dysfonctionnement identifié, l'intervention sera faite soit directement par les comités d'usagers avec le soutien si nécessaire des agents hydrauliques du Kebele, soit par le recours à un artisan ou entrepreneur local sous la supervision des bureaux de l'eau.

Les **agents hydrauliques** formés sont sélectionnés au sein des communautés sur la base du volontariat à hauteur de 1 ou 2 par Kebele. Ils sont sollicités principalement pour les opérations de maintenance légère et sont généralement rémunérés dans le cas où l'intervention se situe en dehors de leur communauté.



Agent hydraulique

Une liste nominative existe au niveau des Kebeles et est partagée avec les nouveaux bailleurs intervenant sur la zone afin d'éviter toute duplication.

→ *La mission recommande de renouveler les formations des agents hydrauliques et d'étudier les possibilités juridiques d'une reconnaissance officielle de leur statut.*

La création et la formation d'un réseau d'artisans locaux (agents hydrauliques et /ou maçons) et d'entrepreneurs locaux pour les opérations de maintenance lourde (type réhabilitation) sont les éléments clés pour aboutir à un environnement favorable et adapté.

Aujourd'hui, IA et RCBDIA estime à une semaine le délai nécessaire pour les petites réparations et environ un mois pour les plus lourdes.

*A terme, la mise en place des fédérations au niveau du Kebele devrait faciliter la remontée des dysfonctionnements vers les bureaux de l'eau et le choix d'une intervention adaptée.*

L'accès facilité aux pièces de rechange constitue un enjeu central. Dans le Kindo Koysha, RCBDIA a accompagné la création d'un stock de pièces détachées, fonctionnant sur fonds de roulement.

Un an après son ouverture, 109 pièces détachées ont été vendues auprès de 55 comités pour un montant de 400€.

Type de pièces détachées	Qté achetée		Montant (ETB)	
1. Raccords PVC (adaptateur, manchons, coudes, tés, réducteur...)	59	54%	3039	31%
2. Raccords en galvanisé et inox (adaptateur, manchons, coudes, tés, réducteur...)	30	28%	719	7%
3. Vannes d'arrêts	9	8%	900	9%
4. Tuyaux PVC	9	8%	2178	22%
5. Tuyaux galvanisés	2	2%	2860	29%
	<b>109</b>		<b>9696</b>	

La principale difficulté rencontrée est l'approvisionnement en pièces en PVC, non disponibles localement. A ce jour, elles sont achetées via IA. Au vu des demandes, il est prévu d'organiser l'acquisition de ces pièces sur une base géographique élargie (cluster par BE des Woredas au sein de la zone) afin de créer une offre attractive pour le secteur privé.

La visite du stock a montré que le local était situé dans le compound de RCBDIA, certes à proximité du BE du Kindo Koysha mais pour une meilleure appropriation, il serait plus judicieux de le déplacer dans leur compound, la place étant disponible. Par ailleurs, la plupart des casiers étaient vides. A noter que le poids des procédures administratives pour l'acquisition des pièces apparaît comme un frein à la rapidité des achats



Local de stockage

→ La mission recommande de :

- Poursuivre la sensibilisation sur la maintenance en ciblant la réticence des comités à engager des dépenses ;
- Poursuivre l'accompagnement du BE du Kindo Koysha dans la gestion du stock de pièces de rechange (renouvellement des pièces, tenue du registre) ;
- Démarrer rapidement la sensibilisation au niveau de la zone du Walayta pour un regroupement des achats et un élargissement de la demande par cluster ;
- Renforcer la communication inter-BE sur les activités menées à travers des ateliers et visites croisées. Durant la mission, le BE de Loma a affirmé ne pas avoir connaissance de l'expérience du Kindo Koysha ;
- Afin d'éclairer les comités d'usagers sur le montant des cotisations à collecter, lancer un travail de capitalisation pour établir un référentiel annuel moyen nécessaire pour couvrir les coûts de

*maintenance, en fonction des caractéristiques des ouvrages, du couts des pièces détachées et des prix pratiqués par les artisans et entrepreneurs locaux.*

#### 5. Un projet globalement efficient

Le délai initial d'exécution du projet d'une durée de 36 mois entre janvier 2010 et fin décembre 2012 a été respecté. Sur les 82 ouvrages hydrauliques prévus au départ, 81 ont été construits et les activités de formation et de sensibilisation ont été menées conformément à ce qui avait été planifié.

Un système de suivi détaillé a été mis en place et utilisé à la fois sur l'avancée des différentes étapes du projet (diagnostic, étude de faisabilité, contractualisation, etc.) et sur la réalisation des ouvrages hydrauliques (travaux, caractéristiques techniques, localisation, bénéficiaires, etc.). Ce suivi a été mené conjointement avec les BE.

Durant la phase de préparation de la mission d'évaluation, ces différents documents ont été fournis rapidement par IA.

De la même façon les dépenses ont été suivies avec rigueur et selon des tableaux cohérents, permettant ainsi de répondre aux exigences de reporting des bailleurs du projet (UE, AFD, Ville de Paris) et des autorités éthiopiennes.

A noter que seule la comptabilisation des activités « soft » du projet n'apparaissait pas toujours clairement dans les tableaux budgétaires mais IA a néanmoins su fournir des explications satisfaisantes.

Sur le plan des prévisions budgétaires, certains dépassements ont été constatés sur la partie « matériaux » en raison de l'inflation locale. L'approvisionnement en sable a notamment du être réévalué à la hausse, tout en préservant l'équilibre budgétaire et les objectifs initiaux.

Sur la base des 177 k€ financés par la Ville de Paris, la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières apparaît donc satisfaisante au vue des résultats atteints. Avec 22 815 nouveaux usagers recensés, on peut grossièrement estimés toutes activités confondues que le projet a un cout de 8€/bénéficiaire, sans prendre en compte le bétail.

#### 6. Un projet durable

##### **a) Des infrastructures pérennes**

Les modalités techniques d'exploitation des ouvrages hydrauliques apparaissent simplifiées et durables grâce à l'option du gravitaire, qui ne requiert pas d'énergie. La qualité des sources est satisfaisante, aucun traitement n'est nécessaire et la protection des zones de captage est prévue.

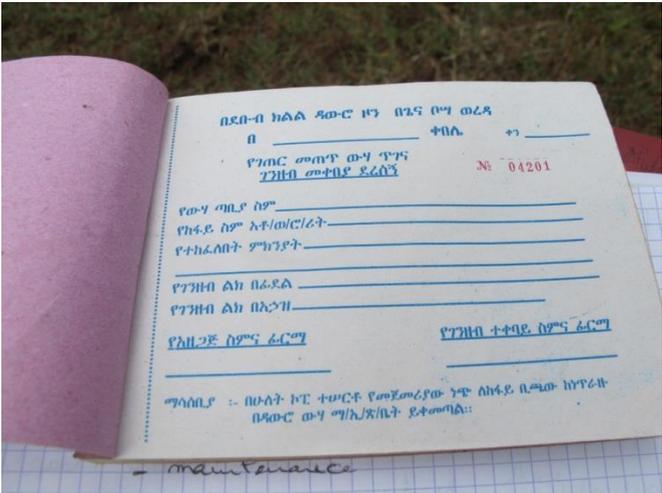
La solution technique du gravitaire permet une maintenance simplifiée des ouvrages et le volet formation du projet couvre à la fois les aspects de maintenance corrective et préventive auprès des usagers et des autorités responsables de l'E&A sur le territoire. Des acteurs spécialisés tels que les agents hydrauliques et les entrepreneurs locaux sont créés et formés par le projet. Dans le cadre de l'expérience pilote menée par RCBDI dans le Kindo Koysha, l'accès aux pièces détachées est facilité par la création de local de stockage à l'échelle des Worédas. Cette initiative est destinée à être reproduite à l'échelle de la zone.

L'approche participative adoptée pour la définition des besoins et la localisation des sites, doublée de la participation des habitants par un apport en main d'œuvre et en matériaux lors des travaux, favorisent l'appropriation des ouvrages par les communautés. Tel que rappelé plus haut, les formations menées vis-à-vis des comités d'usagers apparaissent adaptées et en mesure de contribuer à l'élaboration d'un service public local de l'eau performant.

Sur le volet assainissement, les latrines sont construites à partir de matériaux locaux et selon un schéma traditionnel, facilement reproductible par les populations.

**b) Un service équilibré financièrement et accessible à tous**

L'autonomie financière du service apparaît garantie par la collecte de cotisations régulières, inscrite dans la charte des CU et sécurisées sur un compte bancaire avec un faible risque de détournement.



Exemple de reçu de cotisations

Un reçu est donné à chaque usager et le « caissier » appartient à la communauté et peut être rémunéré directement par le comité d'usagers.

La détermination des montants est faite de façon participative et consensuelle et un système d'exemptions pour les familles les plus vulnérables existe. Ces cotisations constituent un fonds de garantie pour les futures réparations. On observe néanmoins une certaine réticence à engager des dépenses.

Il n'existe pas pour l'instant de données agrégées sur le montant des dépenses par les CU et leur répartition par type de postes, dont la maintenance.

→ En lien avec le travail de capitalisation à mener sur un référentiel du montant des cotisations, la mission recommande également d'étudier les postes de dépenses.

En moyenne selon les entretiens menés pendant la mission, un montant de 30-40 birrs est collecté par famille et par an (équivalent de 1,5€). Selon IA, une famille dispose en moyenne de 800 birrs de revenus annuels. Le cout du service serait donc de l'ordre de 0.5% du revenu annuel, seuil acceptable pour assurer l'équité du service et sa pérennité socio-économique.

L'enjeu de la viabilité du projet se situe d'avantage du côté des capacités des BE.

### **c) Une autonomisation des acteurs contrainte par la faiblesse des moyens humains et financiers**

En dépit de la qualité des actions de formation et de renforcement des capacités menées par le projet, les efforts pour améliorer leur performance et leur réactivité en cas de dysfonctionnement doivent être poursuivis.

Les BE affichent une forte satisfaction vis-à-vis de leur rôle dans le projet et du travail conjoint mené avec IA sur les aspects techniques et institutionnels (faisabilité technique, mobilisation, sensibilisation et formation des CU, priorisation des demandes, supervision des travaux, etc.) à travers une démarche de formation/action. Les BE contribuent ainsi à la diffusion de l'approche méthodologique d'IA auprès des autres bailleurs de la zone.

**Le projet a permis à la fois de renforcer les compétences des BE et d'asseoir leur positionnement et leur visibilité vis-à-vis des populations qui ont désormais une plus grande confiance vis-à-vis de cette institution *qui reste récente* (courant 2003).**

Au niveau des Worédas, les équipes sont souvent polyvalentes et affectées alternativement aux bureaux de l'eau, de l'énergie ou des mines. A Loma, par exemple, seuls 2 techniciens sont dédiés au bureau de l'eau. De plus, l'affectation dans ces zones rurales isolées est parfois perçue comme peu gratifiante et contribue, en parallèle de la faiblesse des salaires, au fort turn-over du personnel.

IA s'inscrit en marge de la pratique généralisée du paiement de per diem par les acteurs de la coopération pour s'assurer de la mobilisation des institutions locales, ce qui peut compliquer l'implication effective des BE.

En alternative, IA participe au frais de maintenance des véhicules et/ou mobylettes à disposition et finance les frais d'essence liés aux déplacements du projet. L'option de financer directement des moyens de transport apparaît délicate tant pour le risque de substitution qu'elle représente que pour la difficulté de contrôler l'utilisation effective aux fins du projet.

La quasi absence de moyens de transport constitue un obstacle majeur à la conduite des missions des BE, empêchant notamment la tenue de visites régulières des CU et compliquant les activités de maintenance préventive. Tel que démontré par IA dans sa capitalisation sur l'Ofa, l'intervention d'un acteur externe est indispensable pour enclencher le processus de maintenance. En l'absence de dysfonctionnement, chaque CU serait visiter 1 fois / an, ce qui limite l'implication des BE dans le suivi et l'audit de leurs activités.

La supervision des comités apparaît aujourd'hui limitée à un archivage des reçus lors du paiement des cotisations et à la sollicitation de la double signature pour le retrait du compte bancaire chez OMO.

Les entretiens ont également montré que la formalisation du « hand over » à la fin des travaux n'était pas achevée pour tous les ouvrages hydrauliques. Avec la nouvelle configuration institutionnelle (voir Annexe 2), cette procédure est amenée à évoluer vers un « hand over » directement aux associations/fédérations.

De plus, en dépit de la formation reçue par IA et des kits distribués par les autorités, il semblerait qu'aucun nouveau test de qualité de l'eau n'ait été réalisé après la mise en service des ouvrages.

La mise en place d'outils de suivi (base de données, cartographie, transfert de documentation, etc.) est également limitée par l'absence de moyens informatiques et logistiques. A ce stade, le projet a facilité la création de cartes papier, mises à jour via des épingles de couleurs (voir illustration p23). Lors de la visite, le BE du Kindo Koysha ne disposait pas de carte, son impression est en cours.

En l'état, les équipes formées apparaissent en mesure de reproduire la méthodologie du projet et notamment l'option du gravitaire qui est plébiscitée et maîtrisée.

On observe une forte disparité en termes de moyens humains et financiers entre les BE des 4 Woredas du projet, le fort portage politique du chef du bureau de la zone du Walayta facilite l'obtention de financements pour le BE du Kindo Koysha. Ce dernier a pu obtenir à travers des crédits gouvernementaux (issus de fonds locaux ou de bailleurs) pour financer sur fonds propres et superviser en toute autonomie la réhabilitation d'ouvrages.

*La mission recommande de :*

- *Poursuivre la valorisation des BE vis-à-vis des populations et des autorités ;*
- *Renforcer la mise en place d'outils de suivi simplifiés avec une vigilance particulière pour la création et la mise à jour de cartographies des ouvrages ;*
- *Etablir un inventaire des kits disponibles pour les tests de qualité de l'eau et s'assurer de leur utilisation régulière ;*
- *Planifier en fonction des moyens disponibles la fréquence de visites des CU pour la réalisation de diagnostics techniques et la supervision financière de leurs activités ;*
- *Renforcer l'implication des Worédas Councils par un reporting plus régulier des avancées et une sensibilisation ciblée. Ces derniers étant en mesure de négocier politiquement un soutien financier plus conséquent des BE ;*
- *Saisir l'opportunité du leadership et du dynamisme du responsable du BE de la Zone du Walayta pour organiser à l'échelle de la région sud un atelier sur les enjeux de maintenance en milieu rural isolé, qui pourrait être sponsorisé et financé par des bailleurs de fonds.*

#### **d) Vers un nouveau schéma institutionnel : les fédérations, acteurs clé : une gestion de proximité**

En mai 2012, un décret a posé les jalons d'une nouvelle configuration articulée autour de deux axes :

- la sécurisation institutionnelle des comités d'usagers via l'obtention du statut d'associations
- la création au niveau des Kebeles d'un nouvel échelon intermédiaire entre les BE et les CU : les fédérations d'associations

Auparavant, les CU bénéficiaient d'une reconnaissance officielle aux prérogatives limitées. Grâce au **statut légal d'association**, il leur sera désormais possible de contracter des emprunts, de passer des contrats ou encore de déposer des demandes d'arbitrage au tribunal. Ils pourront également étendre leur réseau et potentiellement vendre leur service d'approvisionnement en eau. L'objectif de long terme étant que les infrastructures construites puissent être utilisées comme activités génératrices de revenus, pour la vente d'eau aux écoles, par exemple.

L'objectif affiché est de favoriser l'appropriation des ouvrages par les communautés à travers une responsabilisation accrue. Le hand over sera fait directement non plus aux BE mais aux associations qui seront légalement propriétaires des infrastructures.

Les **fédérations** seront constituées de l'ensemble des associations existantes au niveau du Kebele, dont les représentants seront élus pour une durée de 3 ans par une assemblée générale, constituée de tous les membres des comités exécutifs des associations. Une partie de leur coût de fonctionnement sera prélevée directement sur les cotisations des usagers, en application du principe « l'eau paye l'eau ».

Leur structuration permettra de faciliter l'accès et la sollicitation des BE. Les fédérations se substituent ainsi aux « **Wash Commitee** », antérieurement constitués au niveau des Kebeles par le chef du Kebele, le responsable locale d'OMO et 2 HEW, pour assurer le lien avec les Bureaux de l'eau et de la santé des Worédas.

Progressivement, il est prévu de transférer aux fédérations les compétences d'audit financier et de diagnostic technique des associations. Du point de vue de la maintenance, elles pourront employer du personnel, du type agents hydrauliques pour les petites réparations ou passer des appels offres pour recruter des entrepreneurs locaux.

Les BE verront donc à terme un recentrage de leurs activités sur la régulation et la supervision des opérations lourdes de réhabilitation.

Fortement soutenue par le chef du BE de la Zone du Walayta, cette nouvelle donne institutionnelle a commencé à prendre forme dans le Damo Tsoré, décrétée zone pilote. Les associations et les fédérations afférentes ont été créées et les locaux (non équipés) ont été fournis. Aucune formation n'a démarré en dehors de celles reçues par les CU dans le cadre des projets.

Cette réforme devrait ainsi favoriser une gestion de proximité en E&A et notamment un audit plus régulier et structuré des comités d'usagers et idéalement une plus grande réactivité en cas de pannes.

Cette nouvelle stratégie apparaît également comme une volonté du gouvernement de retrouver chaque échelon administratif dans la gestion de l'eau et de l'assainissement, conformément au schéma institutionnel national (fédéral, régional, zone, Woreda et donc désormais Kebele).

On peut néanmoins s'inquiéter de la création de nouvelles strates administratives et des budgets affiliés alors que les BE connaissent d'ores et déjà un déficit de ressources humaines et logistiques.

*-> Sur le long terme, une certaine marginalisation des BE est à craindre sur les aspects techniques, notamment de maintenance. IA devra être vigilant sur ce point et adapter en fonction ses schémas d'intervention.*

### **III. CONCLUSION / IMPACT**

Grâce une approche pertinente et participative, structurée autour de partenariats solides et une offre de formation de qualité des acteurs, IA et RCBDIA ont atteint avec succès les objectifs qu'ils s'étaient fixés.

Le projet a indéniablement amélioré la qualité de vie des bénéficiaires et notamment leur santé en leur offrant un accès régulier à une eau de qualité et en transformant leurs pratiques d'hygiène et leur environnement sanitaire.

Pour les femmes, la proximité des ouvrages offre un gain de temps précieux pour la gestion des tâches quotidiennes et l'éducation des enfants et l'accès aux latrines apporte un confort et une intimité supplémentaire.

L'impact économique n'a pas pu être mesuré directement lors de la mission mais il a été fait mention des économies faites sur les dépenses de santé et de la création par certaines femmes de petits business locaux, tels que la vente de boissons. L'approvisionnement facilité et régulier du bétail en eau est un facteur de sécurité pour les familles et pourra jouer à moyen terme sur son prix de vente. De même, on peut estimer que la santé améliorée des hommes peut jouer dans la hausse de la productivité agricole locale.

## **IV. ANNEXES**

Annexe 1. Liste des documents demandés et fournis par Inter Aide .....	344
Annexe 2. Compréhension de la réforme Institutionnelle par IA .....	355
Annexe 3. Liste des points d'eau construits .....	39
Annexe 4. Note sur la maintenance OFA .....	411
Annexe 5. Carte de la zone d'intervention.....	455
Annexe 6. Termes de références de la mission.....	477
Annexe 7 Programme de la mission .....	677

## Annexe 1. Liste des documents demandés et fournis par Inter Aide

### 1. Cartographie de la zone du Dawro et du Walayta

### 2. Schéma de principe des ouvrages hydrauliques + coupe type tranchées

- ➔ « présentation technique des réalisations.docx « document technique sur les systèmes gravitaires » « 2 - gravity flow systems draft.pdf » + « 2 - captage par drain.pdf »

### 3. Contrats intervention – agrément maçons – charte de comités d’usagers (règles internes de gestion)

- 2 ou 3 exemples de contrat d’intervention ( Kindo Koysha et zone du Dawro, idéalement ceux des sites que nous visiterons sur place)
- Si disponible en anglais, modèle d’agrément des maçons + certification des entrepreneurs locaux + licence des agents hydrauliques
- 2 ou 3 exemples des chartes de comités d’usagers ( Kindo Koysha et zone du Dawro)
  - ➔ Vu sur place (principalement en amharique)

### 4. Liste des pièces de rechange du stock de maintenance du Kindo Koysha

- ➔ Voir document word « 4 - pièces de rechange stock maintenance Kindo Koysha.docx »

### 5. Planning des activités et exemple de supports des actions de formation menés par RCBDIA vis-à-vis du Bureau de l’eau du Kindo Koysha sur la maintenance

- ➔ Vu sur place, documents en amharique + maintenance stakes and approach.docx »

### 6. Diagnostic, reporting, synthèse des contributions

- 2 ou trois exemples des diagnostics et plans d’action afférents réalisés pour les comités d’usagers du kindo koysha
- Modèles des outils de reporting élaborés par le projet dans la cadre du suivi des comités par les Bureaux de l’eau
- Tableau de synthèse des cotisations récoltées par comité d’usagers sur la zone du projet
  - ➔ Vu sur place + tableau de suivi des cotisations sur les points réalisés au cours des 5 dernières années dans le Dawro : « 6 - last audit.xlsx »

### 7. Support des séances de sensibilisation et chronogramme des activités menées

- ➔ document pdf sur l’hygiène et l’assainissement « 7 - HS - booklet ETH.pdf » + le chronogramme indicatif des activités : « 7 - chronogram.xlsx » (essentiellement pour la construction des nouveaux ouvrages)

### 8. Enquêtes sanitaires produites par InterAide (Etude interne sur la dynamique en matière d’hygiène et assainissement 2010 et Enquête sur les couvertures en latrines et la prévalence des épisodes de diarrhée mentionnés dans le rapport final )

### 9. liste et cartographie de tous les projets financés sur zone depuis 2004

### 11. Liste des indicateurs du projet

Annexe 2. Compréhension de la réforme Institutionnelle par IA

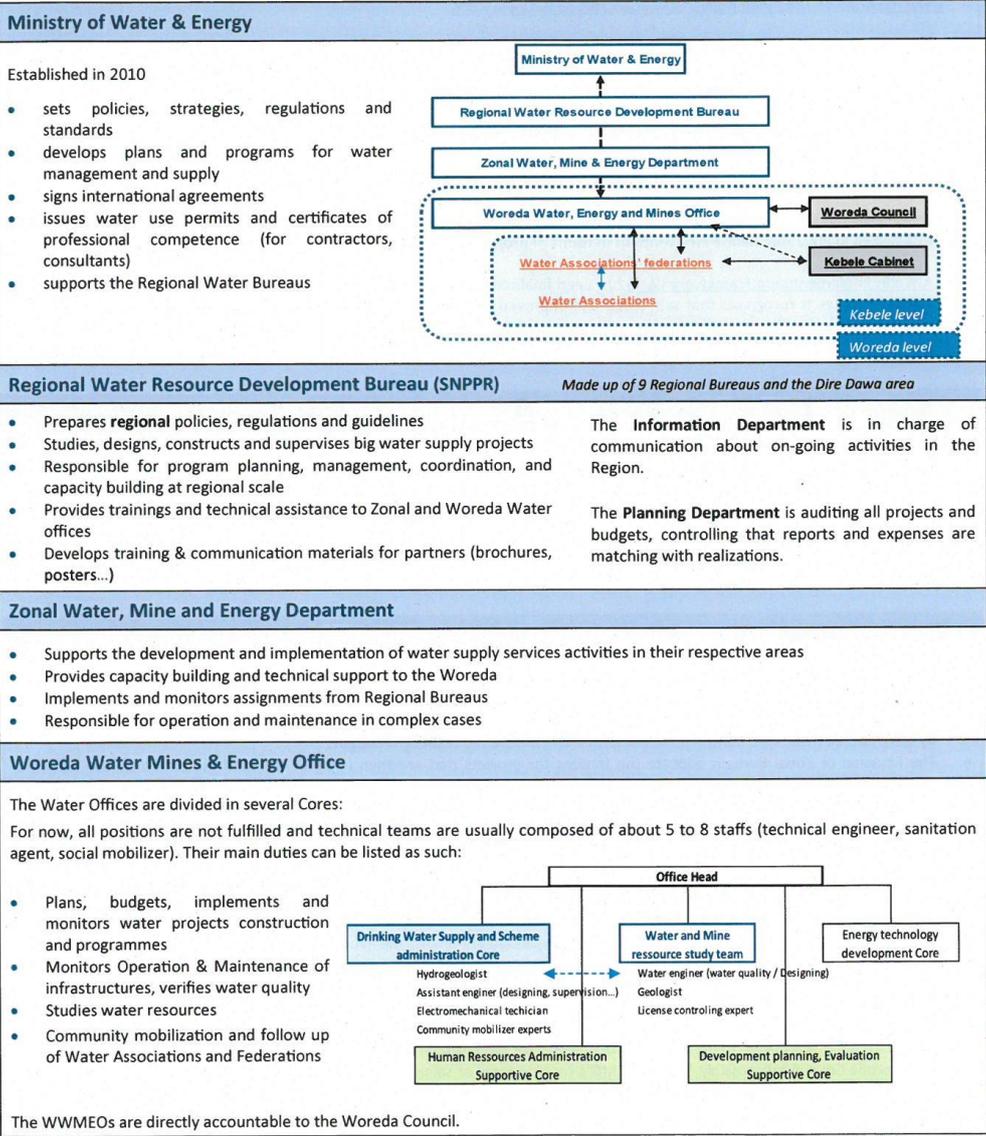


**Understanding the institutional context for Water Supply in SNNPR Region, Ethiopia**

This document is a description of the Institutional framework regarding water in the rural areas of Ethiopia. It presents the main texts that are defining the policies and are orienting the strategies for the water sector. It synthesizes the roles of the different actors involved, including a specific focus at the level of the *Woreda*\* and the involvement of the water users.

\* *Administrative organization of Ethiopia breakdowns as Region > Zone > Woreda > Kebele*

**1. General Framework**



## 2. Policies and strategies

### Water Policies and Strategies

- The **National Water Resources Management Policy**, published in 1999, defines guidelines concerning water supply and sanitation, resources management, irrigation and hydropower –  
[www.mowr.gov.et/attachmentfiles/Downloads/Water%20policy.doc](http://www.mowr.gov.et/attachmentfiles/Downloads/Water%20policy.doc)  
 ↓
- The **water and sanitation strategy** of 2001 translates the policy into objectives  
[www.mowr.gov.et/attachmentfiles/Downloads/Water%20strategy.doc](http://www.mowr.gov.et/attachmentfiles/Downloads/Water%20strategy.doc)  
 The key aspects include:
  - More decentralized decision-making
  - Promoting the involvement of all stakeholders, including the private sector
  - Increasing levels of cost recovery
  - More integrated approach to water, sanitation and hygiene promotion activities.
 ↓
- To achieve the policy objectives, the **Water Resources Development Fund** and a **Water Sector Development Program** were established in 2002 that define interventions in terms of projects and programs for 15 years (2002-2016)  
 ↓
- A **WaSH Implementation Framework (WIF)** has been finalized in March 2013 as guiding document for the implementation of the **WASH Program**. It recognizes that safe water and improved sanitation & hygiene are not separate pursuits and that results will only be sustainable if responsibilities and resources are decentralized and communities are empowered to manage their own transformation

### General Strategic Plans

- Other major National strategic plans include objectives of increasing water coverage and improving sanitation:
- The Plan for Accelerated Sustained Development and to End Poverty (**PASDEP**) that covered the 2005-2010 period,
  - The **Growth and Transformation Plan (GTP)** for the 2011-2015 period
  - The **Universal Access Plan II** that is the revision of the 1st UAP of 2006 and is aligned with the GTP
- The GTP/UAP II target in rural water supply is coverage of 98% access at 15 liters per person per day within the radius of 1.5km in 2015, reduce non-functional rate of WS schemes to 10%.

### Coordination between institutions

- Proclamations and rules are prepared by the Regional Council, who mandates the Regional Bureau to translate it into regulations and guidelines.
- The Zonal and Regional Bureaus are coordinating and communicating with NGOs and donors. Contracts agreements are signed by the Region Bureau who control implementation and ensure the respect of budgets
- The Regional or Zonal Bureaus allocate the funding for projects that are then implemented and monitored by the WWEMO (preparation, supervision, providing manuals & trainings materials)
- The WWEMO submits proposals, budgets, quarter reports and plans as well as strategic year plans to the Zonal dept.
- The WWEMO submits quarterly reports and quarterly plans, budgets to the Woreda Cabinet

### Budget

- Ethiopia receives funding from the UN Millennium Development Goals, the World Bank, WFP (safety net), the African Bank, Unicef, etc. that are allocated by the Regions and Zonal Councils to Woredas according to the needs (coverage and population) and request of Woreda councils. The Water Zonal Dept. will assign envelopes to WWEMO according to the projects that have been defined.
- The budgets of Regional and Zonal bureaus are voted on by the cabinets of their respective **Councils**, i.e. that the Regional Bureau prepares a proposal to the Regional Council only for the Regional Bureau, idem for the Zone.
- The Woreda Council can possibly fund WWEMO's running costs or salaries depending of the amount allocated by the Zone and the envelopes requested for each sectors Bureaus

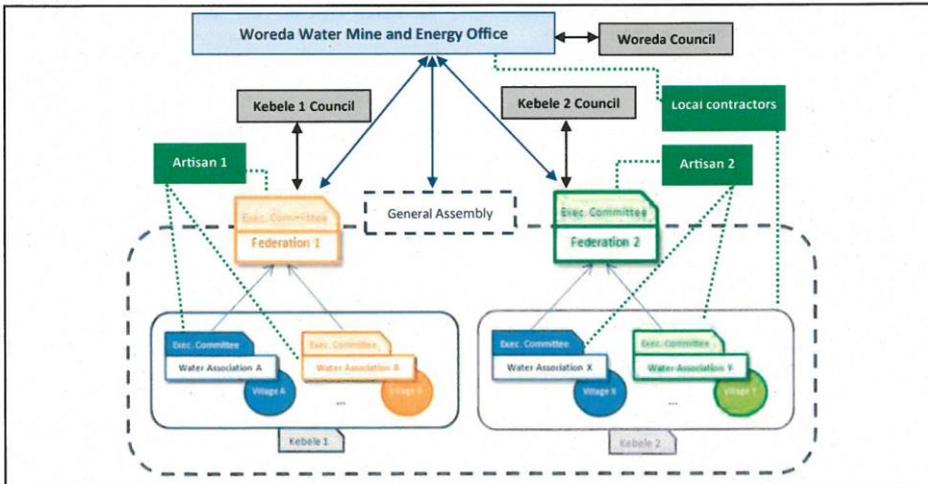
### 3. Focus at the Woreda level

The governance system follows the same tripartite structure at the Region, Zone, Woreda and the Kebele level: an elected head of the administration, a council with an executive committee (or cabinet) and a sector bureau.

WOREDA COUNCIL	
<p>The Woreda Councils consist of directly elected representatives from each Kebele in the Woreda. The Woreda Council has dual accountability: upward to its respective Zonal and Regional Executive Committees, and downward to its electorate. The <b>Woreda Cabinet</b> (also referred to as the Executive Committee) regroups mainly head of sector bureau.</p> <p><i>Woredas also have a court, which is under the authority of the regional judicial apparatus, and that can arbitrate water conflicts at Woreda level.</i></p> <p>The Woreda Council is gathering requests from communities and Kebeles and is forwarding them to the WWEMO.</p>	
<p><b>The Woreda Cabinet regularly organizes WaSH Task Force to :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Review every quarters, reports of accomplishment, Plans for the next period and budget prepared by WWEMO</li> <li>- Submit budgets to the Zone Council</li> <li>- Twice a year evaluate the achievements/versus plans in each Kebele</li> </ul> <p>Possibly after arbitration between sectors' needs, the Woreda Council can allocate complement of budget concerning support costs for the Woreda bureaus</p>	<p>It is composed of the:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chief Woreda Administrator</li> <li>- Woreda Water Office</li> <li>- Woreda Health Office</li> <li>- Woreda Education Office</li> <li>- Woreda Women and Children Office</li> <li>- Woreda Finance and Economic Development Office</li> <li>- Woreda Agriculture and Rural Development Office</li> </ul>

**KEBELE COUNCIL**

Kebele administration consists of an elected Kebele council, a Kebele cabinet (also referred to as the executive committee), a social court (comprising three judges) and the development and security staff posted in the Kebele (including Federations members). The Kebele cabinet usually comprises a manager, chairperson, and civil servants (Development Agents, school director, representatives of women and youth associations). Three Kebele Council's members are supposed to represent the Kebele in the Woreda Council.



**Water Associations and Federations**

A regulation published in May 2012 in the SNPPR Region, establishes that all water point users have to join a **Water Association** and are represented at Kebele level by **Water Associations' Federation** (chairmen and secretaries of all associations of a Kebele). Federations and Associations are overseen by executive committees. All associations' members composed the General Assembly.

**Water Associations and Federations**

**- Regulation N° 102/2012 Negarit Gazetta -**

*The Ministry establishes policies and regulations at the Federal level; the Regional Bureau can develop regional regulations.*

The regulation n°102/2012 established by the SNNPR Region is formalizing communities' ownership of water systems by establishing **Water Associations** of users at water system level, and **Water associations' federations** at Kebele level.

Anyone who wants to benefit regularly from a water point in a community has to pay for water in order to contribute to the maintenance of the system. Therefore, using a water point implies being member of its Water Association. Users who are joining an association commit to take care of their system and to contribute to the operation and maintenance costs<sup>1</sup>.

Water Associations are led by an **executive committee** who is **administering decisions and establishing their own bylaws and rules** concerning membership, system utilization, operations of maintenance, fixing money contribution, exemption (include also rules concerning latrines and sanitation).

This Executive Committee is composed of 5 persons elected for not more than **three years** by all association's members: **chairman (or chairlady), secretary, cashier** - like in previous WaSH Committees - and new positions:

- a **storekeeper** who is managing the tool bank (maintenance equipment) at water point level,
- an **evaluator** who will audit the budget (check expenses and balance) and the organization of the structure. He/She will report any concerns first to the chairman, then to the Federation and in last resort to the Kebele Administration or directly to the court (Woreda level).

Members of all associations constitute the **General Assembly**. The General Assembly has at a minimum a **meeting every 6 months** where experiences are shared and activities' reports are submitted to the rest of the General Assembly, Federations and Woreda Water Mines and Energy Offices.

Water Associations are overseen by a **Federation**. Chairmen and secretaries of all associations of a Kebele represents the members of a Federation, among them, 6 are chosen to form the **managerial board** or **executive committee** of the Federation = chairman, secretary, cashier, technical evaluator, financial auditor, public communication (NGOs, donors).

Any associations or federations are required to register at the WWEMO, where they get a certificate. Registration must be renewed every year for both of them.

The role of the Federation will consist to:

- **represent the associations and be the link** with the Water Bureaus, Kebeles' Cabinets and Woreda Council
- **follow and support associations, solve problems** – Federations have to be informed of the activities of all associations and can decide to give their agreements if requested,
- **monitor local artisans**

Gradually, **the WWEMO will transfer competences to the federations**, such as controlling association's budgets and organizing diagnosis. They are supposed to have an office at Kebele level and it is planned that they could employ staff (accountant and artisan).

*If there is a failure on a system for example, the federation will be informed and will check. Regarding the level of the problem, association will either refer to the artisan, or the federation will hire contractors, or will refer to the WWEMO if it is beyond local contractors' capacities.*

Therefore, WWEMO will focus more on developing policies and standards, supervising major constructions and on capacity building by providing trainings (concerning technical, organizational and financial management), ensuring that regulations are applied and by providing technical support.

The tariff Water Associations' members are paying for water is established by the associations' bylaws. It has to cover Operation & Maintenance costs, possibly rehabilitation or expansion, public toilet and sanitation services. It has also to finance the Federation by an annual contribution for the running cost (stationeries, office costs, salaries...).

<sup>1</sup> Are considered only water points that delivers water for more than 20 Households, below it is the traditional system that prevail.

Annexe 3. Liste des points d'eau construits

Woreda	Année	Kebele	Captage	Fontaine	Lavoir	Abreuvoir	Adduction (m)	Bénéf.
Gena	1	Dilama Mareka	1	1	1	0	70	150
	1	Gonga Guta 1	1	1	1	1	342	240
	1	Gonga Guta 2	1	1	1	1	1 189	384
	1	Arusi Ocha 4	1	1	1	1	180	420
	1	Wolde Hani Gona 3.1	1	1	1	1	859	186
	1	Wolde Hani Gona 3.2		1	1	1	859	216
	1	Baza Shota 2	1	1	1	1	452	360
	1	Barra 3	1	1	1	1	2 100	216
	1	Amba Woyde 3	1	1	1	1	203	186
	2	Asho Dalecha 1.1	1	1	1	1	1824	254
	2	Asho Dalecha 1.2	1	1	1	1		286
	2	Barra 4.1	1	1	1	1	178	252
	2	Barra 4.2		1	1	1	450	310
	2	Wozo haylata	1	2	2	2	2406	1026
	2	Denba Gena 1	1	1	1	1	2760	312
	3	Dilam mareka 2	1	1	1	1	1598	210
	3	Arusi Offa 2	1	2	2	2	2166	570
	3	Bossa Tadafa 6	1	1	1	1	708	360
	3	Bossa Tadafa 7	1	1	1	1	504	258
	3	Dilama Mareka 2.2	1	1	1	1	1300	380
<b>Total</b>			<b>18</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>20146</b>	<b>6576</b>
Loma	1	Arga Bachow 1:1	2	1	1	1	5 583	360
	1	Arga Bachow 1:2		1	1	1		120
	1	Arga Bachow 1:3		1	1	1		308
	1	Arga Bachow 1:4		1	1	1		312
	1	Dissa kera 5	1	1	1	1	533	450
	1	Dissa kera 6	1	1	1	1	318	150
	1	Fulasa Bale 7	1	1	1	1	302	120
	1	Ela Bacho 3	1	2	2	2	3 232	377
	1	Wasara Talo 2	1	1	1	1	1 520	318
	1	Wasara Talo 3	1	1	1	1	325	198
	2	Arga Bacho 2.1	2	1	1	1	3232	150
	2	Arga Bacho 2.2		1	1	1		222
	2	Wasara talo 4	1	1	1	1	50	246
	2	Koisha Gorta 1.1	1	1	1	1	258	372
	2	Koisha Gorta 2.1	1	1	1	1	156	336
	2	Wasara talo 5	1	1	1	1	1908	396
	2	Wasara talo 6	1	1	1	1	96	330
	2	Dissa Kera 7	1	1	1	1	174	264
	2	Kae gerera 1	1	2	2	2	694	564
	2	Fulasa Burzi	1	1	1	1	150	264
	3	Kae Gerera 2	1	1	1	1	162	390
	3	Koisha Gorta 3	1	2	2	2	1596	780
	3	Kae Gerera 3	1	1	1	1	1350	340
	3	Kae Gerera 4	1	1	1	1	60	364
	3	Kae Gerera 5	1	1	1	1	180	420
	3	Fulasa Bale 8	1	1	1	1	150	340
<b>Total</b>			<b>24</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>22029</b>	<b>8509</b>
Mareka	1	Bato Kalbo 2:1	1	1	1	1	3 507	108
	1	Bato Kalbo 2:2		1	1	1		228
	1	Bato Kalbo 3:1	1	1	1	1	422	330
	1	Bato Kalbo 4:1	1	1	1	1	2 777	282
	1	Bato Kalbo 4:2		1	1	1		252
	1	Mada kuyili 5	1	1	1	1	498	204
	1	Gozo Shaso 4	1	1	1	1	128	144
	1	Gendo bacho 2:1	0	1	1	1	0	288
1	Shaba Yoyo 1	1	1	1	1	203	120	

Woreda	Année	Kebele	Captage	Fontaine	Lavoir	Abreuvoir	Adduction (m)	Bénéf.
	2	Bato Kalibo 2:3	1	1	1	1	288	400
	2	Saba Yoyo 1	1	1	1	1	120	203
	2	Yamala Gabara 1.1	1	1	1	1	2400	96
	2	Yamala Gabara 2	0	1	1	1	248	227
	2	Gendo 3.1	0	1	1	1	1128	420
	2	Gendo 3.2	0	1	1	1		144
	2	Shina Gaburi 1	1	1	1	1	109	312
	2	Yamala Meso 5	1	1	1	1	401	306
	2	Yamala Gabar 1;2	0	1	1	1	2800	300
	2	Yamala Gabar 1;3	0	1	1	1		306
	2	Yamala Gabar 3	1	1	1	1	145	276
	2	Mada Kuylie 6.1	1	1	1	1	467	306
	2	Mada Kuylie 7.1	1	1	1	1	74	264
	2	Gozo Bamusi 2	1	1	1	1	114	252
	3	Genddo bacho 4,1	1	1	0	1	4000	108
	3	Genddo bacho 4,2	0	1	1	1		276
	3	Genddo bacho 4,3	0	1	1	1		276
	3	Genddo bacho 4,4	0	1	1	1		420
	3	Mandida 1	1	1	1	1	192	306
	3	Gobo Shamena 3	1	1	1	1	144	258
	3	Gasho	1	1	1	1	110	318
	<b>Total</b>		<b>19</b>	<b>30</b>	<b>29</b>	<b>30</b>	<b>20273</b>	<b>7730</b>
	<b>Total</b>		<b>61</b>	<b>81</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>62448</b>	<b>22815</b>

## PREVENTIVE MAINTENANCE AND DIAGNOSIS APPROACH IN OFA, ETHIOPIA

Year 2006 (ETH Cal.)



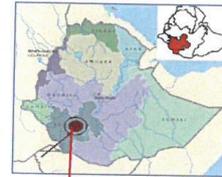
### Introduction: maintenance in Ofa Woreda, switching from a curative to a preventive approach

All water supply systems have a limited lifespan and performances decrease over time, especially if maintenance is not regularly undertaken. In Ofa Woreda, most of the users previously regarded maintenance as being necessary only when there was a breakdown and hence they did not implement regular checkups to prevent failure and ensure continuous access to water.

An important precondition before initiating the preventive approach is the necessity to have someone take the decision at the appropriate time (usually once or twice per year) to exhaustively inspect the system.

Only an in depth checkup allows for the dysfunctions to be identified and to anticipate the potential risks of breakdown. **This diagnostic visit is an essential step which then leads to the establishment of an action plan to implement corrective measures.**

Switching from "only solving breakdowns" to "anticipating and preventing their occurrence" is also a more effective way to use the contributions of the users. Intervening after the problem occurs is much more costly than doing regular preventive operations to maintain the system in a correct state and minimize the risks of heavy breakdowns.



Ofa Woreda represents 110.000 inhabitants and is located in Wolayita Zone (Region SNNPR).

The Woreda Water Office is composed of 7 experts and provides services to the water users of about 150 systems (132 gravity systems, 1 motorised, 13 boreholes equipped with hand pumps).

To encourage the adoption of the **preventive approach**, the Water Office of Ofa has worked jointly with the Kebele and the Water Associations to setup routine mechanisms for the review of all water systems. By reminding the communities that it is time to conduct their yearly diagnostic and by supporting them in this process, more than 80% of the communities have maintained their system this year.

### The approach of the Woreda Water Mine and Energy Office (WWMEO) of Ofa: from the diagnosis of the systems to the validation of the maintenance operations

1. Initial training & appointment ↓	1. An initial training was first organized by the WWMEO for all Water Associations on the management and maintenance of their water supply infrastructure. During this training, the WWMEO set appointment to the Water Associations to jointly conduct a full diagnostic of their system.
2. Participative diagnostic visit ↓	2. Each Expert of the Water Office was then assigned to facilitate the diagnostic visits in a group of 4 to 5 Kebeles (= cluster), which corresponds to approximately 20 water points. Each diagnostic was done by the Water Association, with the assistance of the Expert. It focused on the identification of the problems or risks, and the research for possible solutions. Technical check lists were previously created by the WWMEO Experts to facilitate and guide the diagnostic process.
3. Report Recommendations, cost estimation ↓	3. At the end of the visit, a report, including a set of recommendations, was written by the WWMEO expert and given to the Association (with a copy to the Kebele).
4. Action plan ↓	4. Based on this visit and report, an action plan was then defined by the Water Association, with the support of the Expert when necessary, to plan the required maintenance operations.
5. Maintenance ↓	5. For the implementation of the maintenance, most of the operations were directly done by the community, with the support of the WWMEO Expert. But in some cases of operations requiring specific skills, the Water Association had to call the support of local Artisans or local Contractors.
6. Validation	6. Regular visits have then been done by the WWMEO Experts to support the Water Associations, to monitor the operations and to validate that the recommendations raised during the diagnostic were correctly addressed

## Step 1 - Organising participative diagnostic visits

**“ During these diagnostic visits, the users were usually aware of the problems and dysfunctions. But they were not considering them before, as they often never take the decision to exhaustively inspect their system. ”**

In order to promote the maintenance of the existing systems, the WWMEO Experts have invited all Water Associations members to proceed to a self-diagnostic of their water points. Experts were mainly facilitating and orienting its development by pointing out possible risks and alterations.

Without this diagnostic phase, it appears difficult to get the necessary overview to then plan remedial maintenance actions. The coming of an external actor (here, the WWMEO experts) to remind and to support the Water Associations has significantly increased the dynamic and interest in maintaining the existing investments.

⇒ **For spring capping with gravity-flow system**, the diagnostic usually focuses on the protection perimeter around the spring, the prevention of infiltrations of rain water in the spring box, the state of the doors and overflows, the need of antirust and protection measures around the spring and the pipeline, the absence of leakages in the pipeline, the correct burial of the pipes, and the state of the water point and the slab. The yield regularity is controlled and users are asked if they feel any changes in the quality of the water. If there are any doubts, the diagnostic should point out the need to conduct water quality analysis.

⇒ **For wells or boreholes equipped with a hand pump**, particular attention is done on the fencing, the cleanness and conditions of the platform, if there are cracks on the apron or the headwall, if the cover is well sealed and that there is no infiltration, if the drainage is correct and eventual soak away pits are cleaned. The pump is controlled to check if any unusual noise is noticed, if the pump stand is shaking, if the flow and water quality is normal, if nuts are correctly tied, when the pump model has a chain if it is regularly greased, if rods and wearing parts are in good conditions.

## Step 2 - Setting clear recommendations

After the diagnostic phase, the role of the WWMEO experts was to make clear recommendations and help define the priorities. Depending on the severity of the observed problems, four categories were used to present the recommendations:



Two experts (right side) conducting an interview of water scheme's users during the diagnosis in Okoto Sore 1

**The cleanness of the system:** typically, the cleaning operations belong to the regular maintenance (+/- once per month). It corresponds to cleaning the inside of the spring box, emptying and cleaning of the cattle trough, cleaning the slab of the water point, greasing the pump ... The diagnosis may point out an absence of a regular cleanness of the system and assess how remedial organisational actions can be taken.

**The protection of the system** (preventive maintenance): commonly, the protection of the spring area (fencing, drainage at the upstream, protection wall, reforestation, antirust measures to protect the spring box, antirust painting of the door), protection of the line (mainly with antirust preventive measures), fencing of the water point, greasing hand pump chain, tightening nuts...Such measures can usually be managed directly by the community as they do not require skilled competences.

**The repair of one or several elements of the system:** adjusting or replacing a part of the system that is damaged or broken (re-plastering of the slab, surface of the washtub, changing wearing parts such as hand pump cylinder or seals...). Usually, repair operations are beyond the skills of the Water Association and require the intervention of an external actor (local artisan, WWMEO Expert or local contractor).

**The rehabilitation of the system:** the diagnosis indicates the need to re-build an important part of a system or the addition of new components in order to restore or to improve its functionality. The rehabilitation needs to be designed by an Expert of the WWMEO and implemented with the support of a qualified person (local contractor).

**The report of the experts done after the diagnosis included:**

- a brief description of the system, some words about the yield, the water quality, the identified deficiencies
- a set of recommendations, with a list of priorities, proposed solutions and options
- a budget forecast
- advises for possible purchase of spare parts
- when necessary, the requirement for technical resources (artisans or contractors) and quotations,
- an indicative schedule for the implementation of the operations needed

The report is then given and validated by the Water Association, which then presents it to the users to get their consent for its implementation.



### Step 3 - Monitoring and validating the maintenance operations

According to the conclusions of the report and the interventions to be planned, a timeframe for the execution of the remedial actions is defined, with clear indications of the deadlines. At this stage, the role of WWMEO Experts was very important to support the Water Association for the implementation phase. The number of visits of the Expert depended on the heaviness of the maintenance operations and of the reactivity of the Water Association:

⇒ For simple operations that can be implemented by the community (fencing the spring catchment, greasing the chain of the pump...), the Experts has only to organise a final check up visit;

⇒ For operations beyond the skills of the community, the Experts provide support to the Associations at different steps:

- listing the require spare parts and organising the purchase;
- estimating the maintenance costs and the manpower (mainly when the service of a Local Artisan or Contractor is required);
- comparing the budget and the financial situation of the Water Association;
- if necessary, organising additional money contributions to reach the required budget;
- contacting a Local Artisan or Contractor and agreeing on the intervention modalities;
- supervising the intervention;
- validating the quality and the conformity of the intervention.

The role of the WWMEO experts in the planning, supervising and evaluating of the Local Artisan or Contractor's work was essential for the communities, especially for the ones lacking experience on these more technical aspects.

In some rare cases of delay or reluctance, mediation was provided by the Kebele. If still not fruitful, and as a last resort, Kebele or Woreda Officials can decide to dissolve the Water Association and institute new elections.

In Ofa Woreda, the water users can rely on a network of 21 homologated Local Artisans (usually 1 per Kebele), who have been trained, and recognized by the Water Office. A contact list of these local artisans has been communicated to all Water Associations and Kebele administrations. For more complex technical work, certified local contractors can be called upon.

**Results:** thanks to the organisation of systematic diagnostics, **116** out of **146** targeted Water Associations have already maintained their system.

In the cluster she is in charge, the Expert Wzo Meseret Tora, is supervising the community of Kodo 1, composed of 100 households.

The water scheme is a gravity flow system built 25 years ago. The initial diagnostic pointed out that the door of the spring box had to be replaced, fences had to be built and some elements on the line were to be changed (taps, elbows, etc...).

It took time to obtain progress in the implementation of the recommendations, and Wzo Meseret and her colleagues had to organize more than 10 visits to see results.

**"...Initially, communities started to collect money but stopped as time passing. With the diagnosis approach, they understand that the system belongs to them and see the interest of contributing..."**

**Ato Fikru Tema,  
Ofa Water Expert**

Some inactive members of the committee managing the system have been replaced and the money contribution for water had to be reactivated...

The system is now maintained. The Water Association spent about 1 000 ETB: for the door made by a contractor identified by the members, for the spare parts replaced by the local artisan, and for the installation of the fences.

After the maintenance, they remained with 800 ETB in the bank account and the users are now mobilized to contribute for their water. But the community recognizes that they still need the support of the WWMEO Experts, especially for technical questions.

In the community of Washiga Esho, villagers were expecting an NGO to repair and maintain a borehole that was equipped with an Afridev pump in 2001 (EC) but that unfortunately worked for only one year. Until the visit of the WWMEO Experts, people were fetching water in a small unprotected spring, 1h30 away. Within 2 months after the diagnostic was



Ato Dagafe Dansa, Association's secretary for the scheme of Kodo 1, showing bank book (1), contribution register book (2), water point logbook (3)

conducted with the support of the WWMEO experts, the problem has been solved: the community collected additional funds, bought new spare parts and material for the repair of the fountain and the concrete slab, and contacted a local artisan who fixed the system (using some tools borrowed from the WWMEO). The intervention of the local artisan has then been validated by the assigned Expert.

## PREVENTIVE MAINTENANCE AND DIAGNOSIS APPROACH IN OFA, ETHIOPIA

### CREATING CONDUCTIVE ENVIRONMENT FOR THE MAINTENANCE OF THE EXISTING SYSTEMS

We saw that one of the key elements to trigger maintenance is the organization of systematic diagnostics, done with the technical support of the WWMEO experts. For that, a conducive environment is absolutely necessary to enable regular maintenance of existing water supply systems:

Competent and active Water Associations	<ul style="list-style-type: none"> <li>They have the capacity to manage the users' contribution and address the maintenance expenses, which implies different elements (updated census of the users, regular users' contribution, adapted recording system of the cash flow, bank account to, use of official receipts, organization of regular audit...)</li> <li>They have access to basic tools to carry out routine maintenance operations</li> </ul>
The presence of technicians	<ul style="list-style-type: none"> <li>A network of local artisans (available for each Kebele) and qualified licensed contractors (at Woreda level) are able to handle more technical operations that are beyond the capacity of the users.</li> <li>A tariff frame for their service is defined</li> </ul>
An efficient service of the Woreda Water Office	<ul style="list-style-type: none"> <li>WWMEO has a clear mapping of the existing systems to plan and monitor the maintenance activities</li> <li>The experts have the required skills to conduct technical diagnostics and support the implementation of the maintenance operations</li> <li>An organisation per cluster allows to ensure a proximity with the communities</li> </ul>
Access to spare parts at adapted price	<ul style="list-style-type: none"> <li>A close access to spare parts with a clear price list is developed : users need to know where to find the spare parts</li> </ul>

### SOME CHALLENGES FOR THE WWMEO EXPERTS

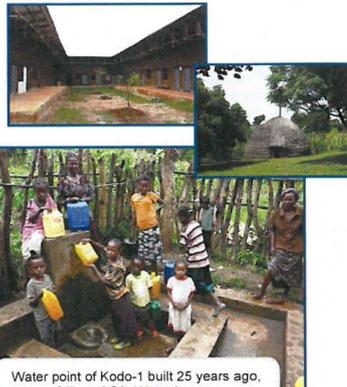
- Logistically, some sites in mountainous areas remain difficult to access. A motorbike is not always available at the Office, and the experts had to walk considerable distances to visit the communities and monitor the maintenance progresses.
- The objective of the WWMEO experts is to promote the idea of preventing the risks of breakdowns, through regular diagnostics, and to provide the technical and organizational support to the Water Associations. However, for some communities, it is difficult to retain the mobilization of the Water Association members from the diagnostic up to the final validation of the maintenance operations. Without regular monitoring visits, the progress is very slow. Also, in some communities, the mobilisation depends only on few leaders and can decrease at the time they leave the area.
- For gravity-flow networks composed of several water points involving different communities, the participation of the Water Associations can be unequal and coordination appears sometimes difficult to facilitate.

### PERSPECTIVE...

A new Regional Regulation is now bringing forward ownership of the communities through the legal establishment of Water Associations at water point level and Federations at Kebele level.

Gradually, the responsibility to promote the (preventive) maintenance of the systems and the organization of regular diagnostic visits will belong to Federations. The Federation will work as a cooperative service and will be able to employ local artisans.

In this new frame, the WWMEO experts will provide technical and organizational support to the Federations at Kebele level for the planning, implementation and monitoring of maintenance activities.



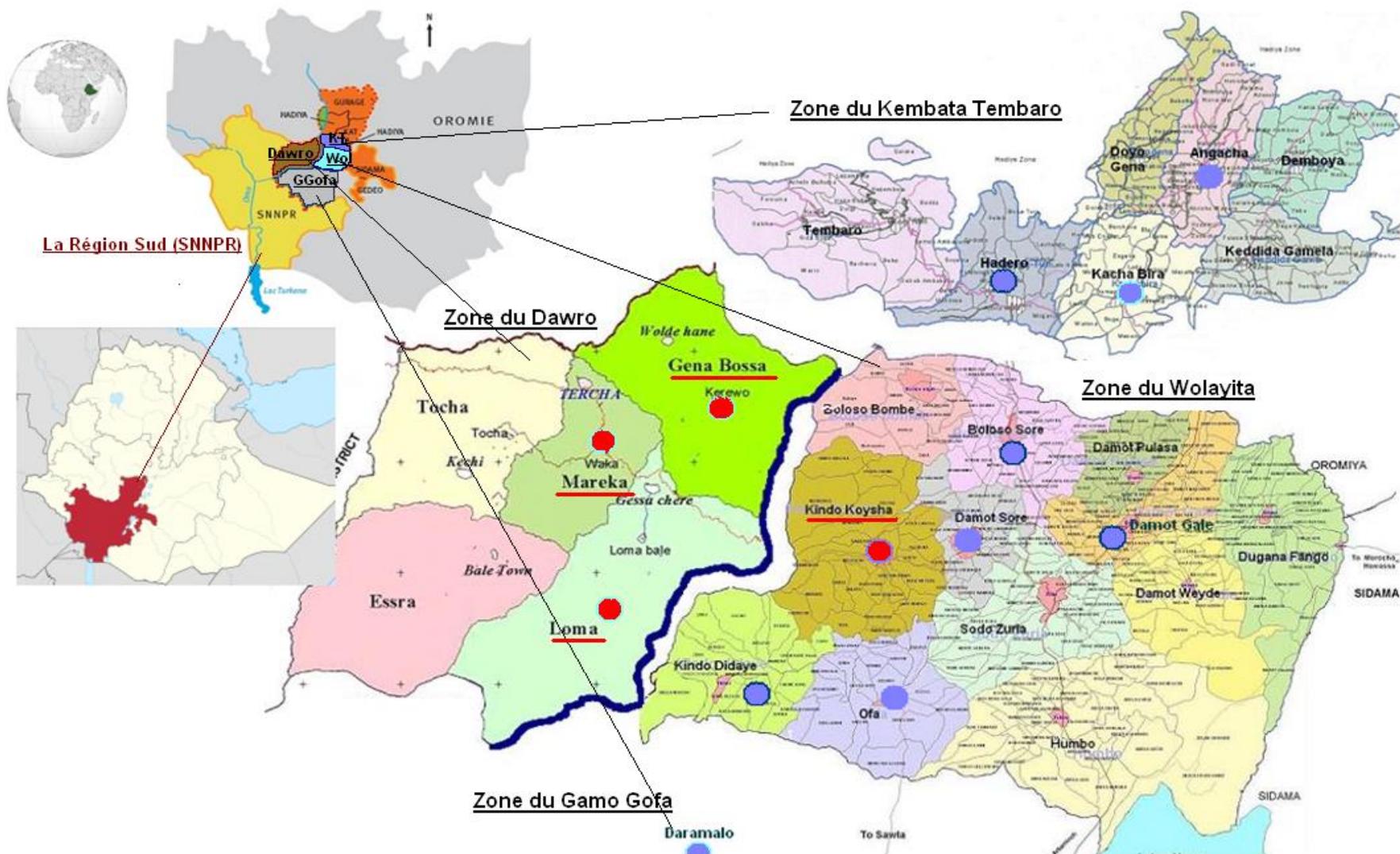
Water point of Kodo-1 built 25 years ago,  
Office of Ofa Water bureau  
Traditional tukul in Sere Echo kebele



MAIRIE DE PARIS



Annexe 5. Carte de la zone d'intervention

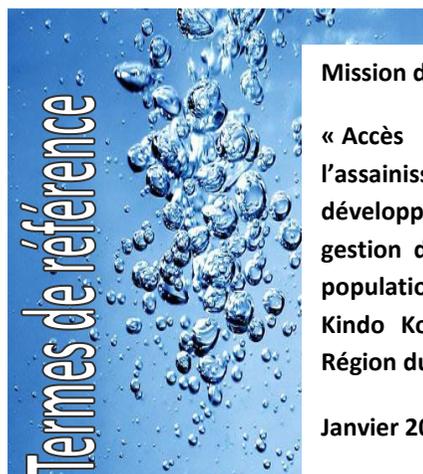


Partenaires financiers	Années	Montants	Zone	Woreda
Ambassade de France (RCBDIA uniquement)	2012-2014 (en cours)	35 000 €	Wolayita	Damot Sore (nouveau projet)
Agence de l'Eau Artois Picardie	2013-2016 (en cours)	150 000 €	Gamo Gofa	Daramalo
			Kembatta	Kacha Bira
AESN	2007	40 000 €	Dawro	Loma - Gena
	2009	45 600 €	Wolayita	Damot Gale
	2010	50 000 €	Wolayita	Damot Gale – Boloso Sore
	2011-2014 (en cours)	435 000 €	Wolayita	Damot Gale – Boloso Sore – Kindo Didaye
AFD – Union Européenne (Facilité Eau)	2007-2012	1 950 820 €	Kembatta	Hadero
			Wolayita	Ofa - Kindo Didaye
			Gamo Gofa	Daramalo
			Dawro	Loma - Gena - Mareka
AFD (Convention de Programme)	2013-2014 (en cours)	293 046 €	Kembatta	Kacha Bira - Angacha
			Dawro	Loma, Gena, Mareka
			Gamo Gofa	Daramalo
			Wolayita	Ofa
Fond Eau (Grand-Lyon / Véolia)	2009	30 000 €	Kembatta	Kacha Bira
	2010	30 800 €	Wolayita	Damot Gale – Boloso Sore
	2011-2014 (en cours)	165 000 €	Wolayita	Damot Gale – Boloso Sore – Kindo Didaye
			Kembatta	Hadero
MAE	2004-2005	106 000 €	Wolayita	Kindo Koyssha - Ofa - Damot Gale
			Dawro	Loma - Gena
	2006-2008	229 800 €	Wolayita	Kindo Koyssha - Ofa - Damot Gale
			Dawro	Loma - Gena
UE (projet intégré - B7600)	2004-2005	105 794 €	Gamo Gofa	Daramalo
			Wolayita	Ofa - Kindo Koyssha - Damot Gale
UE (sécurité alimentaire - montant correspondant au volet AEPHA)	2005-2007	245 240 €	Dawro	Loma - Gena
			Wolayita	Damot Gale
Ville de Paris	2007-2009	60 000 €	Kembatta	Kacha Bira
	2010-2012	177 607 €	Wolayita	Kindo Koyssha (RCBDIA)
			Dawro	Loma - Gena - Mareka
Fondations & associations	2004-2013 (dont certains financements en cours)	834 749 €	tous les projets	

## Annexe 6. Termes de références de la mission

**MAIRIE DE PARIS** 

Délégation Générale aux Relations Internationales  
Direction de la Propreté et de l'Eau  
Eau de Paris



### **Mission d'évaluation du Projet**

« Accès à l'eau potable et à l'assainissement et appui au développement d'un service public de gestion des ressources en eau pour les populations vulnérables de 4 districts Kindo Koysha, Loma, Gena, Mareka – Région du Sud Ethiopie »

**Janvier 2010 - décembre 2012**



### **Mission de Suivi évaluation**

**Automne 2013**

**Eau de Paris :** Claude VIGNAUD, Ingénieur, Chef d'Agence de Sens-Provins, Direction de la ressource en eau et de la production

**Délégation générale aux relations internationales :** Elodie CUENCA, Chargée de mission Coopération décentralisée

## **Sommaire**

### **I. OBJECTIFS DE LA MISSION**

2. Positionnement de l'ONG partenaire
3. Objectif de l'évaluation
4. Méthodologie

### **II. CONTEXTE DE LA MISSION**

1. Contexte du pays
  - a) Vie politique
  - b) Décentralisation
2. Le secteur de l'eau et de l'assainissement en Ethiopie

### **III. PRESENTATION DU PROJET OBJET DE L'EVALUATION**

1. Contexte du projet
  - a) Contexte général
  - b) Contexte de l'eau et de l'assainissement
2. Contenu du projet
3. Calendrier
4. Dispositif de mise en œuvre
  - a) Instruction
  - b) Maitrise d'ouvrage : les Comités d'usagers
  - c) Maitrise d'œuvre : les Bureaux de l'Eau
  - d) Budget

### **IV. QUESTIONS EVALUATIVES**

1. Conception, dispositif de gouvernance et de pilotage
  - a) Historique du montage
  - b) Cadrage institutionne
  - c) Dispositif de mise en œuvre et de suivi général
  - d) Rôle de la Ville de Paris
2. Mise en œuvre des activités

- a) Amélioration de l'accès à l'eau
- b) Amélioration des pratiques des familles en matière d'hygiène et d'assainissement
- c) Appui aux bureaux de l'eau sur les aspects de maintenance

3. Suivi budgétaire

4. Communication et diffusion des acquis

#### ANNEXES

Annexe 1 : Calendrier du projet

Annexe 2 : Résultats

#### **Glossaire :**

**IA** : Inter Aide

**RCBDIA** : Rural Community Based Development Initiative Association

**BE** : Bureau de l'Eau (WWO)

**AH** : Agent Hydraulique

**CU** : Comité d'usagers

**MAH** : Ministère des Affaires Hydrauliques (MWR)

**HEW** : Health Extension Workers (agents de l'état)

**WWO** : Woreda Water Office

**SNNPRS** : Southern Nations, Nationalities and Peoples Regional State

## **I. OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1. Stratégie d'évaluation de la Ville de Paris**

La Ville de Paris est l'un des principaux acteurs nationaux de la solidarité pour l'accès à l'eau et à l'assainissement à travers la loi Oudin. Depuis 2005, la Ville de Paris a soutenu 52 projets dans 24 pays (Afrique, Asie du Sud-Est et Asie centrale, Proche-Orient, Amérique latine), pour un montant de 5,6 millions d'euros, au profit de plus d'un million de bénéficiaires.

La Ville de Paris entend ainsi contribuer à la réalisation de l'objectif n° 7 des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixés par les Nations Unies et faire avancer le droit à l'eau pour tous. Elle s'attache à soutenir des projets qui participent au développement des compétences des collectivités locales dans la fourniture des services publics de l'eau et de l'assainissement, permettant à leurs usagers d'y accéder à un coût supportable, adapté et juste.

Au cœur de la démarche parisienne, figurent trois grands principes :

- des partenariats forts avec les élus et la société civile des territoires concernés
- l'appropriation indispensable des actions par leurs bénéficiaires
- une logique de développement durable

La Ville intervient de trois manières différentes :

1. **Des coopérations décentralisées** : relations de solidarité et d'échange qui se développent entre la Ville et des collectivités locales étrangères. Paris coopère à ce jour avec une cinquantaine de villes dans le monde entier, dont 5 dans le domaine de l'eau et de l'assainissement
2. **Des subventions à des ONG pour des projets de développement** : la Ville de Paris peut accorder des financements à des organisations non gouvernementales pour permettre la mise en œuvre de leurs projets sur le terrain
3. **Des actions d'urgence**: Paris est solidaire des populations confrontées à des situations d'urgence et de catastrophes naturelles, en soutenant des ONG spécialisées.

Sur les subventions de développement aux ONG, les responsables de la Ville ont souhaité initier en 2011 une démarche ambitieuse d'évaluation des projets cofinancés avec un triple objectif :

1. avoir une vision plus complète du réel impact des projets subventionnés par la Ville, au-delà des rapports obligatoires demandés aux ONG
2. capitaliser sur les expériences d'opérations subventionnées et en tirer des orientations pour les prochaines sélections de projets subventionnés par la Ville
3. participer à la réflexion générale sur les meilleures solutions à adopter pour l'extension de l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Les évaluations devront permettre de mettre en valeur l'action de la Ville, mais aussi de faire apparaître ses limites éventuelles afin, le cas échéant, d'en corriger les modalités pratiques.

## 2. Positionnement de l'ONG partenaire

Créée le 24 avril 1980, Inter Aide est une ONG, qui œuvre pour renforcer les capacités des populations les plus défavorisées à améliorer par elles-mêmes leurs conditions de vie.

Spécialisée dans la réalisation de programmes de développement dans trois domaines élargis : agriculture, santé, eau et assainissement, elle intervient dans différents pays et notamment à Madagascar, Sierra Leone, Malawi, Mozambique, Ethiopie, Inde, Philippines et Haïti.

Inter Aide est gérée par une équipe d'une dizaine de personnes à Versailles et une soixantaine de responsables de projets aux profils divers (ingénieurs hydrauliciens, agronomes, médecins...) dont la plupart sont expatriés.

Inter Aide est actif en Ethiopie depuis 1987 et intervient en milieu rural dans la Région du Sud dans 4 domaines spécifiques: eau et assainissement, agriculture familiale, contrôle de la tuberculose et santé reproductive.

La Ville de Paris a d'ores et déjà financé un premier programme d'InterAide en Ethiopie<sup>7</sup> en 2006-2008 visant à améliorer « l'accès

---

<sup>7</sup> La Ville de Paris a appuyé un projet d'InterAide à Madagascar en 2006-2009. D'un budget de 277 721€ financé à hauteur de 90 000€ (32.5%) ce projet visait l'amélioration de l'alimentation en eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement dans 34 villages de la région de Manakara (construction de 43 points d'eau et de 400 latrines) pour un total de 14 760 bénéficiaires.

durable à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations pauvres des districts du Loma et du Gena, la zone du Dawro ». D'un budget de 163 200€ auquel la Ville de Paris a participé à hauteur de 60 000€, les principales activités étaient la construction d'ouvrages hydrauliques et le renforcement des capacités des communautés en matière de gestion ainsi que le développement institutionnel des Bureaux de l'Eau pour favoriser l'émergence d'un service public d'eau et d'assainissement. Le présent projet s'inscrit dans la continuité de ce dernier.

L'ONG sera associée à tous les stades de la mission à travers des réunions de préparation et un accompagnement sur le terrain.

### **3. Objectif de l'évaluation**

La mission vise à dresser un bilan global du projet « Accès à l'eau potable et l'assainissement et appui au développement d'un service public de gestion des ressources en eau pour les populations vulnérables de 4 districts : Kindo Koysha, Loma, Gena, Mareka» avec pour objectifs spécifiques de :

1- Apprécier la pertinence des actions par rapport au contexte et la qualité de leur mise en œuvre : interventions techniquement et financièrement adaptés aux besoins, insertion dans le dispositif de gouvernance locale, cohérence des moyens avec les objectifs et expertise des réalisations sur le terrain.

2- En fonction, proposer des recommandations destinées à renforcer l'efficacité du projet et sa durabilité et formuler des pistes de

capitalisation et de diffusion susceptibles de guider de futures interventions.

### **3- Evaluer la visibilité et l'utilité du soutien de la Ville de Paris**

Parallèlement, la mission sera également l'occasion de visiter les infrastructures financées en 2006-2008 sur la même zone et d'orienter les réflexions sur l'instruction en cours du financement de la poursuite et de l'extension du projet sur 2013-2015 dans 7 districts.

### **4. Méthodologie**

L'évaluation sera menée par une équipe pluridisciplinaire de la Ville de Paris composée de deux agents et s'appuiera dans un premier temps sur les documents de programmation et de travail fournis à la signature de la convention et lors de la mise en œuvre du projet ainsi que sur des entretiens avec Inter Aide à Paris.

Dans un second temps, un travail d'entretiens et d'analyses sera mené sur le terrain avec les acteurs locaux et nationaux et les bénéficiaires à partir des questions évaluatives jointes(IV). Le programme de rendez-vous sera monté en partenariat avec Inter Aide qui accompagnera la mission sur le terrain.

Enfin, un rapport final de synthèse des conclusions et recommandations sera élaboré au retour de mission et diffusé à l'ensemble des partenaires du projet.

## **II. CONTEXTE DE LA MISSION**

## 1. Contexte du pays

D'une superficie de 1 104 300km<sup>2</sup>, la République fédérale démocratique d'Éthiopie compte 93,8 millions d'habitants, représentant le deuxième pays du continent en termes de population, avec une transition démographique encore inachevée.

Au niveau religieux, environ 62,8 % de la population est chrétienne (à majorité orthodoxe) et 33,9 % musulmane.

Pays encore peu industrialisé et faiblement urbanisé (84% de la population vit en milieu rural), l'agriculture y conserve un rôle moteur, correspondant à plus de 40% du PIB, 60% des exportations et 80% des emplois<sup>8</sup>. L'État est le principal propriétaire foncier. La « révolution éthiopienne » débutée en 1974 suite à de nombreuses famines va modifier profondément le système agraire du pays. En 1975, le régime lance une vague de réformes qui passe par la nationalisation des terres rurales (sans possibilité de location) et l'interdiction de l'embauche de salariés dans les fermes privées. L'état garantit alors pour chaque famille de paysan une parcelle de terre de maximum 10 ha. Dès lors, l'Éthiopie n'a quasiment pas connu d'exode rural. L'indice de développement humain était de 0,36 en 2011, la situant donc au rang 174 sur 187 pays en 2011. 39% de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de scolarisation à l'école primaire est de 82%, et d'alphabétisation des adultes de 39%.<sup>9</sup>

<sup>8</sup> Chiffres pris sur <http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/ethiopie>

<sup>9</sup> [http://www.unicef.org/french/infobycountry/ethiopia\\_statistics.html](http://www.unicef.org/french/infobycountry/ethiopia_statistics.html) Chiffres de 2011

L'Éthiopie connaît aujourd'hui l'une des croissances annuelles les plus fortes d'Afrique (hors pays producteur de pétrole) approchant les 10%. Avec une dette qualifiée de « soutenable », le gouvernement éthiopien a mis en place une politique volontariste de « libéralisation encadrée » mixant investissements publics et promotion du secteur privé, qui recueille le soutien de nombreux bailleurs de fonds<sup>10</sup>.

Pour 2010-2015, un plan quinquennal (Growth and Transformation Plan « GTP ») a été adopté et mise notamment sur le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture marchande (concentré sur l'exploitation de café, thé et épices, ainsi que la culture de céréales, fruits et légumes), des avancées conséquentes en matière d'éducation et un effort de rattrapage au niveau des infrastructures (NTIC, routes, énergie et eau). Le bilan de cette politique est encourageant à ce stade mais s'accompagne d'une forte inflation (10% en février 2013).

### a) Vie politique

Suite à la constitution de 1995, l'Éthiopie est un régime parlementaire bicaméral et fédéral, articulé autour du Conseil des peuples et du Conseil de la fédération, s'appuyant sur neufs régions. Le présent projet s'inscrit en totalité dans la Région du Sud.

En 1991, le Front démocratique et révolutionnaire du peuple Éthiopie (EPRDF) alliance des mouvements d'opposition, met fin à la

<sup>10</sup> L'Éthiopie est l'un des principaux bénéficiaires de l'APD au monde, avec comme principaux contributeurs, les pays anglo-saxons, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement.

dictature marxiste du colonel Mengistu. Meles Zenawi, président de l'EPRDF devient alors président du gouvernement de transition, puis Premier ministre en août 1995. Il sera par la suite réélu lors des élections législatives de 2000, 2005 et 2010, avant de décéder en août 2012. En septembre 2012, Hailemariam Desalegn (membre du EPRDF et ancien vice premier ministre de M. Zenawi) est nommé premier Ministre et devient le nouveau président de l'EPRDF en mars 2013 lors du neuvième Congrès du parti. La fonction symbolique de président est occupée depuis 2001 par Gilma Wolde-Giorgis qui pourrait être désigné pour la troisième fois consécutive fin 2013. Les prochaines législatives sont prévues en 2015.

L'Éthiopie connaît par ailleurs un rayonnement international et régional certain avec la présence de nombreuses chancelleries et institutions africaines (siège de l'Union Africaine et du COMESA ainsi que de la Commission Economique d'Afrique des Nations Unies).

En termes de politique extérieure, suite au conflit de 1998-2000 avec l'Erythrée, le processus de paix se trouve dans l'impasse et des gains de tensions ponctuels sont à signaler. La cohabitation avec la Somalie reste quant à elle stable bien que fragile. L'Éthiopie a par ailleurs récemment renforcé ses échanges commerciaux avec le Soudan et Djibouti.

## **b) Décentralisation**

Tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, l'Éthiopie a été dirigée par des gouvernements fortement centralisés et autoritaires. A la fin de la dictature de Mengistu, une transition vers un système de gouvernance plus souple s'amorce et s'accompagne parallèlement de l'émergence d'un

processus de décentralisation. Les villes secondaires, devenues capitales régionales, voient leur compétences renforcées. Dans les années 2000, les Worédas ou districts vont à leur tour bénéficier de la confirmation de ce processus en devenant l'autorité locale décentralisée en charge de la gestion des différents kebele qui les composent.

## **2. Le secteur de l'eau et de l'assainissement en Éthiopie**

Le taux d'accès à l'eau potable en Éthiopie est estimé à 42% tandis que le taux d'assainissement atteindrait seulement 10% avec de très fortes disparités entre zones urbaines et rurales. Pour mémoire, l'Éthiopie est formée de trois zones climatiques distinctes : tropicale au sud, sud-ouest, froide et tempérée au nord et aride à semi-aride au nord et sud est.

L'Éthiopie dispose d'un volume considérable de ressources hydrauliques encore inexploitées. Elle est parcourue par 9 grands fleuves qu'elle partage avec ses voisins (Somalie, Sud Soudan, Soudan, Erythrée, Kenya et Djibouti). Depuis 1999, ces pays riverains tentent de passer un accord pour un partage équitable de ces ressources, notamment pour le Nil. Les tensions se sont accentuées avec l'Égypte au sujet de la construction du barrage Renaissance<sup>11</sup>, anticipé comme le plus grand d'Afrique et qui permettrait au pays de devenir le premier producteur d'électricité du continent<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> Barrage situé sur le Nil Bleu qui rejoint le Nil Blanc au Soudan, avant de former le Nil qui irrigue l'Égypte.

<sup>12</sup> Pour mémoire « un accord signé en 1929 par les pays riverains sous administration britannique, puis un autre signé en 1959 par l'Égypte et le Soudan

Il existe par ailleurs très peu de cours d'eau pérennes permettant d'alimenter les zones rurales en eau potable. La situation de stress hydrique y est latente et se fait lourdement ressentir en cas de retard de la saison des pluies.

Signataire des Objectifs du Millénaire pour le Développement, le gouvernement a exécuté le programme PSADEP (Plan for Accelerated and Sustained Development to End Poverty) sur 2005-2010, document de référence de stratégie de réduction de la pauvreté. Pour le volet eau et assainissement, il s'agissait d'améliorer la situation sanitaire (avec une volonté d'augmenter le recouvrement en latrine de 17.5 à 79.8%) et de renforcer les capacités de gestion au niveau communautaire.

L'« Ethiopian Water Sector Strategy » a été publié en 2001 par le Ministère des Ressources Hydriques (MWR), doublé en 2002 de la stratégie nationale sur l'eau et l'assainissement en milieu rural et urbain « Water Sector Development Program » (2002-2016). Enonciatifs, ces documents ne comportent pas de plan d'action concret et d'allocation de moyens humains et financiers, rendant difficile toute appropriation par les collectivités locales.

---

indépendants, jettent sur le papier les fondements d'une hégémonie de Karthoum et du Caire. Ces documents ont partagé les eaux du Nil entre les deux pays et obligé les autres riverains à solliciter leur accord pour la mise en œuvre de leurs projets. L'Éthiopie, la première, a cependant rejeté ces textes, suivie par plusieurs autres pays de l'amont, au fur et à mesure de leurs indépendances. Dans l'impossibilité de trouver une solution négociée avec l'Égypte et le Soudan, six pays riverains ont adopté en 2010 un accord qui fixe de nouvelles règles de répartitions des eaux plus équitables (avec notamment le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda). Mais ce nouveau texte est refusé par l'Égypte, qui le juge trop menaçant pour ses intérêts, et qui fait maintenant tout pour retarder sa ratification. » in *Rfi L'usage des eaux du Nil au centre d'une réunion à Juba*, 21 juin 2013.

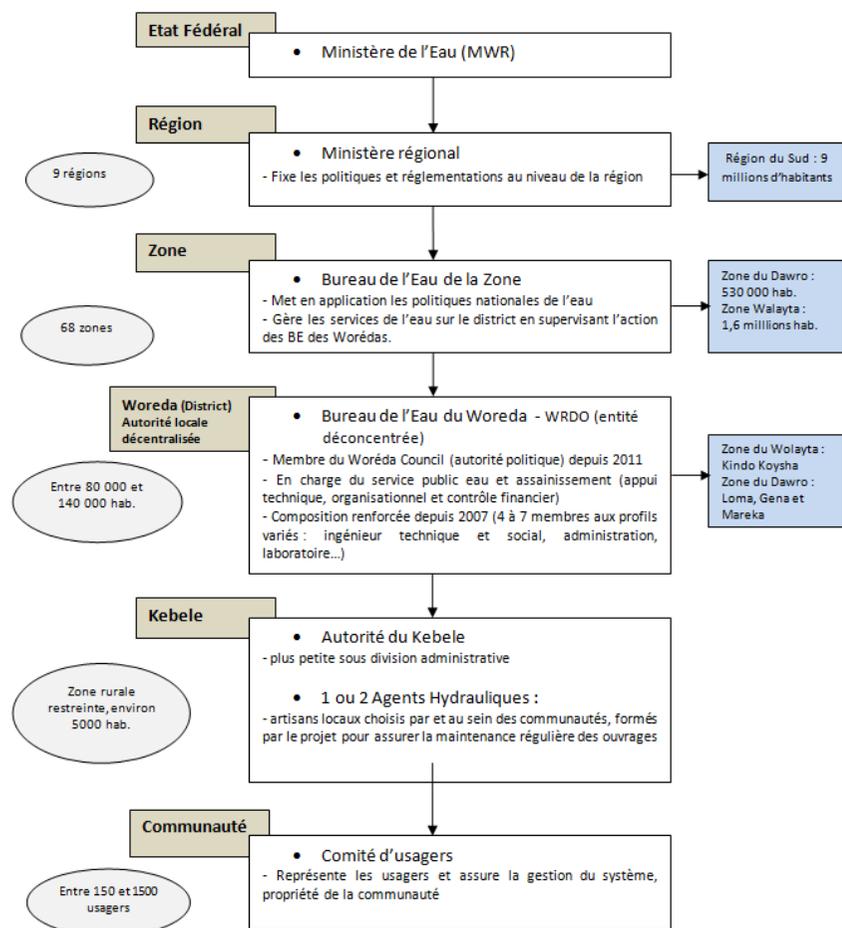
A noter que depuis 2007, le Ministère de la Santé a mis en place un réseau d'agents de santé communautaires (HEW), principalement constitués par des femmes, pour « promouvoir l'utilisation de latrines traditionnelles »<sup>13</sup> en zone rurale.

Au niveau local, la volonté du gouvernement éthiopien d'empowerement des collectivités s'est manifestée par la création des Bureaux de l'Eau (WWRDO) en 2003/2004 au niveau des Worédas, qui sont les dépositaires exclusifs des compétences en eau et assainissement (planification, mise en place et suivi des investissements et gestion locale des ressources). Ces derniers manquent néanmoins de visibilité sur le terrain, d'outils et de moyens pour mener à bien leurs missions.

---

<sup>13</sup> RF IA p9

**Graphique 1 : Acteurs nationaux de l'eau et de l'assainissement en Ethiopie**



### III. PRESENTATION DU PROJET OBJET DE L'EVALUATION

#### 1. Contexte du projet

##### a) Contexte général de la zone

Le projet d'une durée de trois ans vise à *"l'amélioration durable des conditions sanitaires des familles rurales dans quatre districts du Sud de l'Éthiopie Woreda du Loma, Gena, Mareka et dans le Woreda adjacent du Kindo Koysha* ». Situés dans la Région Sud (SNNPRS Southern Nations, Nationalities and Peoples Regional State) qui abrite environ 12 millions d'habitants, ces Worédas appartiennent aux zones du Dawro (Loma, Gena et Mareka) et du Wolayta (Kindo Koysha)<sup>14</sup>.

**430 000 personnes d'origine multiethnique** vivent dans cette zone montagneuse enclavée et difficile d'accès. On retrouve parmi elles les Sidamas, les Gurages, les Welaytas, les Hadiyas, les Keffas et les Kembatas.

La langue officielle de travail du gouvernement fédéral est l'amharique, qui reste la plus pratiquée. Chaque zone/woréda possède sa propre langue, reconnue constitutionnellement.

Les habitations ne sont pas regroupées en village mais sont dispersées au grès des installations. Il s'agit d'une des zones les plus densément peuplée en milieu rural d'Afrique comptant environ **300 à 600 habitants**

<sup>14</sup> InterAide est intervenu dans les Worédas de Loma et Gena ainsi qu'au Kindo Koysha auparavant à l'occasion de différents projets et notamment un en 2006-2008 co-financé par la Ville de Paris.

au km<sup>2</sup>. « L'habitat étant dispersé dans le sud de l'Éthiopie, les groupes cibles sont des familles qui appartiennent à une même zone géographique, généralement membres d'une même association traditionnelle *Iddir*, et partageant les mêmes besoins en termes d'eau potable et d'assainissement »<sup>15</sup>. Les modes de vies se sont peu à peu uniformisés, à l'exception de certaines zones du sud très isolées qui ont gardé quelques caractéristiques propres. On dénombre de multiples familles monoparentales tenues par des femmes. Le taux de fécondité se situe entre 5 et 6 enfants.

Les familles et le bétail sont organisés en Tukul (habitation) vaste espace où tout est réuni et entouré d'un jardin de case destiné à une agriculture de subsistance (Enset -faux bananier et maraichage). 92% de familles rurales possèdent une exploitation de 0.25 à 0,5 ha dont les céréales constituent la culture principale, complétée depuis peu par le fourrage.

**L'irrigation est peu développée**, voire inexistante, en dehors de quelques zones proches des cours d'eau même si la pluviométrie est plutôt favorable à l'agriculture. De nombreuses crises alimentaires (famines vertes) surviennent marquant la zone d'une **forte insécurité alimentaire** notamment en raison de la pression démographique (morcellement des parcelles), l'érosion des ressources naturelles (agriculture intensive) et une carence d'alternatives à l'agriculture familiale.

À noter également que l'accès à la terre devient problématique dans certaines zones : dernièrement, le gouvernement éthiopien

(principal propriétaire foncier) a entrepris de céder des terres fertiles au sud-est de l'Éthiopie à des compagnies privées malaisiennes, indiennes et coréennes pour y pratiquer de l'agriculture d'exportation.



« Rappelons que le projet se situe dans une zone très reculée et isolée du Dawro avec **une accessibilité aléatoire** au sein de 3 districts (Woreda du Loma, Gena et Mareka) et dans le Woreda adjacent du Kindo Koysha (Zone du Wolayta), localisé sur l'autre rive (côté est) du fleuve Omo. En dehors de la piste centrale qui traverse la zone, l'accès dans les zones

<sup>15</sup> Rapport IA Phase 2 projet 2013.

*montagneuses est très difficile et ne peut se faire qu'à pied pour la plupart des villages, notamment dans les districts du Gena et de Mareka.»<sup>16</sup>*

## **b) Contexte de l'eau et l'assainissement dans la zone**

« Les ressources en eau existent mais les sources se concentrent principalement près des sommets, dans les hautes terres, et l'aridité s'accroît à mesure que l'altitude diminue. Dans les basses terres, l'approvisionnement est entièrement dépendant de la pluviométrie et devient fortement problématique en saisons sèches »<sup>17</sup> où les sources d'eau sont plus éloignées.

La région est ainsi **propice à l'adduction gravitaire**.

La **consommation** moyenne d'eau est estimée à **4-6 litres/j/hab**. Pour mémoire, la « consommation vitale » préconisée par l'OMS est de 20l/j/hab. *A noter que ce chiffre évolue en fonction de la distance à parcourir jusqu'à la source (rivières, sources pérennes ou saisonnières) et de la fréquence des pluies.*

InterAide estime à **19 minutes** en moyenne le **temps de parcours** jusqu'aux points d'eau traditionnels. Le bétail, ressource vitale pour les communautés tant pour les activités de labour que comme bien patrimonial subit également les conditions climatiques. Au-delà des pénuries d'eau potable, ce dernier est mortellement affecté par les sangues qui se développent dans les eaux stagnantes.

---

<sup>16</sup> RF IA p5

<sup>17</sup> Fiche IA p2

La zone se caractérise par une **absence totale de réseau d'assainissement**, les eaux usées sont répandues directement dans le jardin de case avec les déjections animales. Le taux de **couverture en latrines** sèches avant-projet est de **15%**. Situées à côté des habitations, elles se composent d'une fosse, d'un plancher, et sont surmontées d'un abri rudimentaire. A noter que grâce au soutien des autorités, le contexte est aujourd'hui favorable à la promotion des latrines.

Face à la très faible solvabilité des populations, à la dispersion géographique des ouvrages et aux fortes difficultés d'accès, il n'existe **pas d'opérateurs privés, ni de détaillants** pour les matériaux, mobilisables sur la zone.

Les parasitoses<sup>18</sup> sont très fréquentes aussi bien chez les humains que chez le bétail. Les maladies hydriques (**diarrhées, parasites intestinaux, maladies de peau**, etc.) constituent la seconde cause de mortalité infantile et de morbidité<sup>19</sup> chez les adultes comme chez les enfants au sein de la zone.

## **2. Contenu du projet**

**Objectif** : amélioration durable des conditions sanitaires des familles rurales des 4 districts, articulé autour de 3 volets :

---

<sup>18</sup> Organisme animal ou végétal qui se nourrit strictement aux dépens d'un organisme hôte d'une espèce différente, de façon permanente ou pendant une phase de son cycle vital (Larousse)

<sup>19</sup> Le taux de morbidité est le rapport qui mesure l'incidence et la prévalence d'une certaine maladie, en épidémiologie. Dans le cadre d'une période donnée ce taux indique le nombre de personnes atteintes par cette maladie par unité de population. (Wikipedia)

**1/ Amélioration des conditions d'accès à l'eau** via la construction de points d'eau, d'abreuvoirs et lavoirs dans les communautés.

**2/ Amélioration des pratiques des familles en matière d'hygiène et d'assainissement** via un module de sensibilisation (lavage des mains, stockage de l'eau, utilisation des latrines) et un équipement de latrines familiales et de blocs sanitaires dans les écoles.

**3/ Appui au renforcement des compétences des Bureaux de l'Eau** ciblé sur la **maintenance** corrective des ouvrages (formation des agents et des comités d'usagers), doublé d'une expérience pilote sur la zone du Kindo Koysha avec la constitution d'un stock de pièces de rechange, notamment.

A noter que les interventions sont ciblées en fonction du niveau de compétences locales et des besoins en équipements.

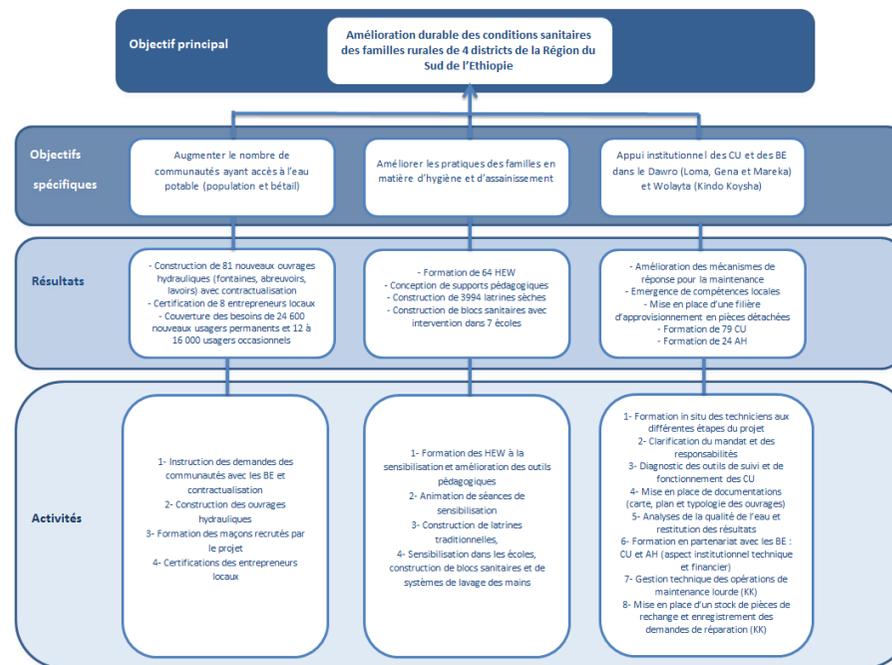
- Dans les Worédas du **Mareka** l'objectif principal étant de répondre aux demandes d'équipements et de sensibiliser et former leurs communautés et leurs comités (n'ayant pas bénéficié d'une action d'InterAide auparavant et disposant d'une couverture en eau inférieure à 10%))

- Dans les Worédas du **Loma** et **Gena** (où InterAide est intervenue en 2003/2004 et qui dispose d'une couverture en eau de 40 et 28%) il s'agit de poursuivre et pérenniser les actions en termes d'équipements et consolider les mécanismes pour la mise en place d'un service d'eau performant.

- Dans le **Kindo Koysha** (qui a bénéficié d'une action poussée d'Inter Aide jusqu'en 2005 et qui dispose d'une couverture en eau de 65%), il s'agit

d'aller plus loin et de mettre en place un service de maintenance géré par le Bureau de l'Eau en concertation avec les Comités d'usagers.

**Graphique 2 Synthèse du contenu**



### 3. Calendrier

Le calendrier détaillé est présenté en annexe 1 :

- Démarrage en janvier 2010
- Déroulement du projet : une différenciation est faite sur la base du contexte et des enjeux spécifiques à chacun des Worédas.

- Mission de clôture : évaluation finale en décembre 2012.

#### 4. Dispositif de mise en œuvre

Pour mémoire, en l'absence de structures institutionnelles de référence, Inter Aide a adopté au début de ses interventions dans la zone une méthodologie « communautaire » basée sur la création de comités d'usagers pour pallier l'absence d'autorité coutumière au sein des villages. Suite à la création des Bureaux de l'Eau en 2003, l'intervention d'IA se fait désormais en intégrant ces nouveaux acteurs, avec une volonté de renforcer leurs compétences et d'asseoir leur légitimité.

Le projet repose ainsi sur une **subsidiarité des compétences**. En fonction du niveau de maîtrise, les Bureaux de l'eau et les comités d'usagers interviennent de manière variable notamment sur les aspects de maintenance.

##### a) L'instruction du projet

Elle s'organise comme suit :

1/ Etude et présélection des requêtes des communautés et des sites par InterAide et les Bureaux de l'Eau.

2/ Contractualisation sur la construction et la gestion des ouvrages (type, tracé, plan d'action) entre la communauté, le Bureau de l'eau et InterAide. Les communautés doivent remplir trois conditions au moment de la signature du contrat d'intervention

a/ le matériel et les équipes doivent être prêts

b/ la première cotisation pour la maintenance doit avoir été collectée et

c/ le taux de couverture en latrines doit avoisiner les 90%.

A noter qu'une « réelle avancée du cadre légal de ces comités vient d'être entérinée, au sens où ces comités disposent maintenant d'un statut juridique à part entière qui les reconnaît comme associations légales représentant les usagers »<sup>20</sup>.

Les moyens humains :

- 2 responsables de programme Ethiopiens (1 RCBDA et 1 InterAide)
- une équipe d'animation (4 coordinateurs et 8 animateurs polyvalents)
- une équipe technique (4 superviseurs techniques, 7 maçons et 1 plombier)
- 2 personnes pour la gestion administrative et logistique

##### b) La maîtrise d'ouvrage : les Comités d'usagers

- *Elus par les communautés et composés de 5/7 membres dont au moins 2 femmes en charge de la partie sanitaire et hygiène*

- *responsables du règlement intérieur, de la police de l'eau et des cotisations (taux et gestion via compte bancaire avec co-signature des BE)*

---

<sup>20</sup> Fiche IA p8

- rédige les comptes rendus financiers et d'activités pour les BE
- responsables de l'entretien et de la maintenance du système hydraulique

Les comités sont formés et accompagnés à la fois par le projet et les Bureaux de l'eau pour le suivi de la réalisation des ouvrages, propriété des communautés. L'objectif du projet est que les comités atteignent une autonomie :

- financière (taux de collecte des cotisations, épargne...)
- technique (entretien et protection, capacité de prendre des mesures en cas d'incident)
- institutionnelle (périodicité des assemblées, mise à jour des registres...)

Les comités d'usagers produisent un reporting semestriel de leurs activités aux BE.

Des **agents hydrauliques** (recrutés au sein des communautés sur la base du volontariat à hauteur de 1 ou 2 par Kebele) ont été formés pour appuyer les comités dans l'entretien courant des systèmes (désobstruer les tuyaux, petite maçonnerie, remplacement d'un tuyau endommagé...). Les agents hydrauliques sont par ailleurs en charge de la fabrication des dalles de type sanplat (pour la construction de latrines) qu'ils vendent à prix subventionné par le programme.

### c) La maîtrise d'œuvre : les Bureaux de l'Eau

- entités déconcentrées du Ministère des Ressources Hydriques et placées sous la double tutelle des Worédas Council (autorités locales décentralisées) et des BE de la Zone, composées de 5/8 membres au profil

complémentaire (ingénieur technique, agent sanitaire, mobilisateur social).

- en charge de la promotion, planification et exécution des activités d'approvisionnement en l'eau et assainissement
- contrôlent les comités d'usagers via leurs comptes rendus (activités et financier)

Inter Aide assure le rôle de maîtrise d'œuvre déléguée auprès des BE. Deux agents par BE sont détachés pour le projet. En fonction de leurs capacités, les BE supervisent la réalisation des chantiers assurée par des maçons salariés du projet avec également une forte participation en main d'œuvre des communautés et entrepreneurs locaux formés. Une « réception » conjointe de l'ouvrage est ensuite organisée pour vérifier que le système est conforme au contrat et que les parties prenantes ont rempli leurs obligations. Une période de garantie d'un an concernant les vices de construction démarre au moment de la première mise en eau.

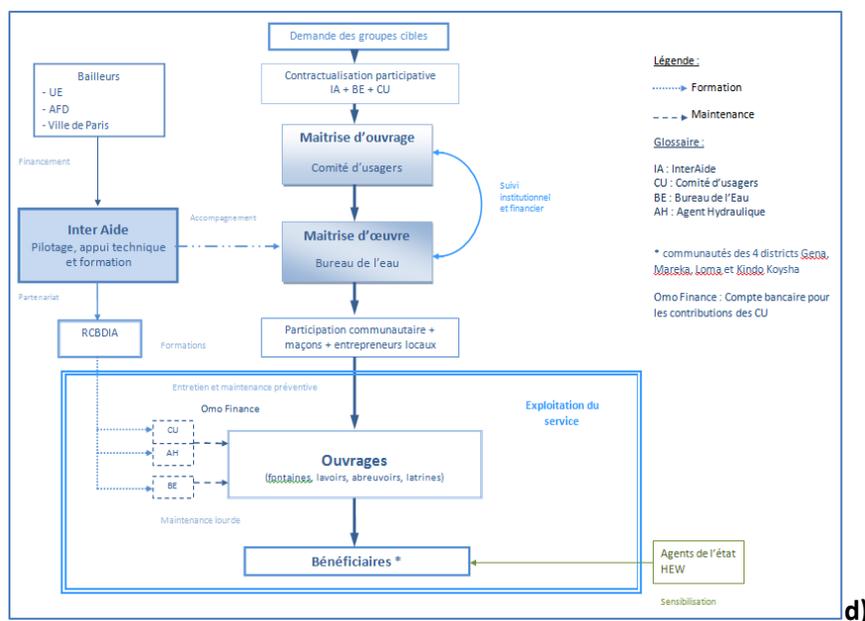
**Le Bureau de l'Eau du Kindo Koysha** a bénéficié d'un appui par RCBDIA afin de progressivement développer son autonomie et s'ancrer dans le paysage institutionnel au travers de formations et d'accompagnement pour :

- réaliser des diagnostics du fonctionnement des comités et de l'état des systèmes et organiser des formations de remise à niveau si nécessaire
- superviser les activités de maintenance corrective
- encourager la création de micro-entreprises locales avec homologations de compétences pour les opérations de maintenance lourdes

- créer et gérer d'un stock de pièces de rechange à travers un comité mixte et approvisionné par le marché local de la ville de Soddo (chef-lieu de la zone)

- tenir un registre de suivi des demandes de réparation des comités

**Graphique 2 : Synthèse des acteurs**



**d) Budget du projet**

Le budget total du projet s'élève à 507 027 €. La Ville de Paris a financé à hauteur de 35% soit 177 607€.

	Année 2010-2012					
	Financement					
	Ville de Paris	UE	AFD	Autres Privés	Gvt Local	Total
Infrastructures d'EetA (investissement, fournitures)	98 390,01	55 149,72	29 098,57	3846,88	2611,08	<b>189 096,26</b>
Actions d'accompagnement (formation...)	135,22	11 814,60	3581,23	4360,99		<b>19 892,04</b>
Mise en œuvre du projet (salaires véhicules)	56 584,30	134 200,04	40 267,10	9863,43		<b>240 914,87</b>
<b>Sous Total</b>	<b>155 109,53</b>	<b>201 164,36</b>	<b>72 946,90</b>	<b>18 071,30</b>	<b>2 611,08</b>	<b>449 903,17</b>
Autres couts (Frais administratifs ou structure appui suivi)	22 497,47	20 689,64	7390,6	901,99		<b>51 479,65</b>
Evaluation	5644,96					<b>5644,96</b>
<b>TOTAL</b>	<b>177 607</b>	<b>227 498,96</b>	<b>80 337,45</b>	<b>18 973,29</b>	<b>2611,08</b>	<b>507 027,78</b>
Pourcentage %	35	45	16	3.5	0.5	100

**IV. QUESTIONS EVALUATIVES**

**1. Conception, dispositif de gouvernance et de pilotage:**

**a) Historique du montage**

- quel rôle précis ont joué les autorités locales dans l'initiative et la formulation du projet (conseils du woreda, bureaux de l'eau, autorités du kebele) et les populations (comités d'usagers, habitants) ? Soutiennent-ils le projet ?

- Des enquêtes préalables techniques et sociales ont-elles été réalisées ? Des indicateurs réalistes et mesurables ont-ils été mis en place ?

- la formalisation des activités prévues, des rôles et responsabilités de chaque acteur a-t-elle été respectée ? Quelle durée moyenne de l'instruction à la contractualisation ?

#### **b) Cadrage institutionnel**

- quelle est la cohérence avec les orientations sectorielles nationales ? Existe-t-il une coordination avec les autres initiatives menées en matière d'E&A dans la zone ?

- Quel est le « niveau de fonctionnement » des comités (élections, cotisations, etc) ? Leur autorité est-elle respectée ? Suffisent-ils à assurer l'implication des communautés ?

- Comment est perçu le positionnement d'IA par les acteurs locaux ? Quelle place occupe le projet au sein de la stratégie d'intervention d'IA en Ethiopie ?

- Comment a été perçue par les responsables locaux et les populations l'implication de RCBDIA ? et des HEW ?

- Comment a été perçue la tentative d'implication des femmes ?

- le choix de gouvernance du projet a-t-il permis de renforcer le lien fournisseur/usagers ? La visibilité institutionnelle des BE a-t-elle été accrue ?

#### **c) Dispositif de mise en œuvre et de suivi général**

*En raison des activités différenciées, ces questions sont à adapter en fonction des zones du projet.*

- Comment s'articule la collaboration entre les bureaux de l'eau, les kebeles, les comités, Inter Aide et RCBDIA ? Le dialogue entre les partenaires est-il satisfaisant ? L'approche de « subsidiarité des compétences » et de mise en synergie a-t-elle fonctionné ?

- Les équipes techniques, d'animation et de gestion du projet sont-elles opérationnelles et ont-elles un profil adapté ? Quelle fréquence de rotation du personnel ? Des réunions fréquentes d'information sur les avancées et les étapes à venir ont-elles été organisées ? Les autorités locales et les responsables locaux ont-ils été régulièrement consultés ?

- Les comités d'usagers ont-ils correctement perçus leur rôle, notamment de maîtrise d'ouvrage ? Ont-ils été en mesure de le remplir ?

- la participation des agents des bureaux de l'eau a-t-elle été satisfaisante d'un point de vue institutionnel et technique ?

- l'implication en termes de main d'œuvre des communautés a-t-elle suffi pour leur appropriation du projet ? Une participation financière en dehors des cotisations aux comités d'usagers aurait-elle pu être envisageable ?

- sur quels critères ont été recrutés les maçons salariés du projet ?  
Quelles sont les perspectives d'implication dans d'autres projets pour les micro-entreprises créées et les entrepreneurs licenciés?
- quel est le profil des agents hydrauliques et sur quelle base ont-ils été affectés (par points d'eau, comités d'usagers, etc)? Comment leur intervention est-elle perçue par les autres acteurs ( rémunération vs service à la communauté) ? Ont-ils bénéficié d'une reconnaissance officielle à l'issue du projet, tel que prévu initialement ?
- quelle est la place réelle des femmes dans ce dispositif ?
- quelle a été la part de rémunération des différents acteurs sur les fonds du projet ?

#### **d) Rôle de la Ville de Paris**

- Le soutien de la Ville de Paris est-il connu des partenaires et des bénéficiaires ?
- Le cas échéant, comment l'action de la Ville de Paris est-elle perçue par les bénéficiaires, autorités locales, nationales et les autres bailleurs du projet?

### **2. Mise en œuvre des activités**

#### **a) Amélioration de l'accès à l'eau (Loma, Gena, Mareka) et réhabilitation d'ouvrages (Kindo Koysha)**

- **Typologie des ouvrages :**

- sur quelles bases ont-été-dimensionnés les ouvrages (captage, fontaine, lavoir, abreuvoir, adduction) ? La croissance de la population a-t-elle été prise en compte ? Le choix de standardisation en tuyaux PVC est-il adapté ? En l'état actuel de maintenance, quelle est la durée de vie estimée des ouvrages ?
- comment s'est déroulée la sélection des sites ? Les habitants (femmes notamment) ont-ils bien été impliqués dans leur validation ?
- les techniques de captage sélectionnées permettent-elles une protection et une exploitation durable de la ressource ? La qualité de l'eau est-elle avérée (fontaine et abreuvoir) ?
- Les périmètres de protection des points de captage et des points d'eau sont-ils adaptés ? En cas de pollution, des mesures sont-elles prévues ?
- le débit des points d'eau est-il suffisant pour couvrir les besoins de populations ? Le choix de système en « flux ouvert » est-il adéquat ? Aurait-il été envisageable de réaliser un système permettant un recouvrement des couts sur la base des consommations ?
- **Modalités de construction et de réception :**
- Parmi les conditions de démarrage des chantiers, celle d'un taux de couverture de 90 % en latrines a-t-elle été systématiquement respectée ? A-t-elle freinée la réalisation de points d'eaux dans certaines communautés ?
- Sur quelle base a été organisé l'achat des fournitures (appel d'offres, factures, etc) ? Quelles difficultés ?

- la prestation des maçons recrutés et la participation communautaire ont-elles été satisfaisantes ?
- Les BE ont-ils correctement menés la supervision des travaux et assuré le lien avec les comités d'usagers ?
- comment a été formalisée la réception des ouvrages entre les communautés, les autorités locales et IA ? sur quelles bases fonctionnent la « période de garantie »?
- les objectifs quantitatifs fixés ont-ils été atteints ?
  - **Exploitation et modes de gestion :**
- Des cartographies/plans simplifiés des ouvrages sont-ils disponibles ? Les comités d'usagers et les bureaux de l'eau sont-ils en mesure de les utiliser ?
- Après mise en service, les points d'eau sont-ils facilement accessibles ? Quel est le temps moyen de parcours et d'attente des habitants? Les récipients utilisés sont-ils adaptés (jerricans vs pots traditionnels) ? Les CU ont-ils élaboré une « procédure de remplissage » ?
- Comment sont comptabilisés les usagers (permanents et occasionnels) ?
- quelle est la consommation moyenne pour chaque type d'ouvrage ? Répond-elle aux besoins des populations ?
- le principe d'autogestion des comités d'usagers avec l'appui des agents hydrauliques fonctionne-t-il, notamment pour l'entretien et le nettoyage ?

- Les activités de reporting technique et financier par les comités d'usagers vis-à-vis des BE sont-elles correctement menées ? Les supports fournis par le projet sont-ils compris et utilisés ? Existe-t-il un reporting spécifique des CU vis à vis des populations ?
- La finalité des cotisations est-elle bien connue des usagers ? Comment a été élaboré le barème ? Quel est le poids moyen dans le budget des familles ? Sur quels critères les exemptions sont-elles décidées ? Des sanctions ont-elles déjà été prononcées ? Des cas de de cotisations exceptionnelles se sont-ils manifestés ? Le montant estimé de 16€/an et par points d'eau est-il recouvert et suffisant ?
- les BE mènent-ils des visites régulières des comités d'usagers et des ouvrages ? Remplissent-ils leurs rôle de liaison pour les opérations de maintenance lourde ? (cf II. c))

#### **b) Amélioration des pratiques des familles en matière d'hygiène et d'assainissement**

- **Activités de sensibilisation :**
- Quelle configuration (programme, phasage avec la construction des points d'eau, plans d'action, coordination, groupes cibles, notamment les femmes) ?
- le développement des supports pédagogiques a-t-il également impliqué les communautés ? Leur pertinence par rapport aux pratiques locales est-elle avérée (références culturelles, facteurs de motivation au changement, etc) ?

- les HEW se sont-elles correctement appropriées les outils et la méthodologie ? Sont-elles en mesure de les reproduire à une fréquence régulière (mandat, disponibilité, stocks de supports, etc.) suite à l'achèvement du projet? Les comités d'usagers ont-ils également bénéficié des séances ? Seraient-ils en mesure de poursuivre la sensibilisation ?

- le seuil d'efficacité mis en évidence par les enquêtes sanitaires (cf. 75-80% de couverture en latrines à l'échelle de la communauté) a-t-il été intégré au contenu de la sensibilisation ? La notion d'entretien des latrines et leur renouvellement ont-ils été abordés ? De même que celles du stockage de l'eau dans des récipients adaptés ?

- quelle a été la perception des populations sur les actions menées (regards sur les supports, compréhension des messages, leur motivation à poursuivre, leurs suggestions) ? Des questionnaires ou autres formes de suivi ont-ils été proposés après les séances ?

- **Construction de latrines familiales :**

- la condition d'un taux de couverture à 90 % a-t-elle permis d'enclencher efficacement la construction de latrines ?

- quel est le coût de construction par latrines ? Les habitants se sont-ils pleinement impliqués en termes de main d'œuvre ? quel degré d'acceptation / utilisation effective ?

- Des systèmes de lavage des mains ont-ils été intégrés à proximité? Des caractéristiques techniques améliorées (sécurité, lavage, odeur) auraient-elles pu être envisagées en dehors des zones basses (dalles samplat) ?

- le système de fosses non vidangées constitue-t-il un risque vis-à-vis de la ressource?

- un inventaire du renouvellement des latrines est-il prévu ? des mesures coercitives pourraient-elles être envisagées ?

- **Expérience pilote au sein des écoles :**

- quel a été le cout de constructions des blocs sanitaires ?

- existe-t-il une séparation garçons/filles ?

- le développement d'outils spécifiques de sensibilisation à destination des enfants a-t-il été proposé ? les instituteurs sont-ils en mesure de diffuser les messages ?

### **c) Appui aux bureaux de l'eau sur les aspects de maintenance**

- Quelles modalités de recrutement et de rémunération des équipes de RCBDIA ? Quelle part des fonds du projet ont-elles perçues ?

- Un transfert des bases de données' IA aux BE serait-il envisageable ?

- **Zone du Kindo Koysa :**

- des formateurs locaux au sein des bureaux de l'eau ont-ils été formés par RCBDIA ?

- la diffusion des politiques sectorielles au BE par le RCBDIA a-t-elle été appréciée par les autorités locales ? Seraient-elles en mesure d'appliquer à d'autres zones le travail de vulgarisation /simplification effectué ?

- où en est la réflexion sur la création d'outils simplifiés de suivi pour les BE ?
- Les BE ont-ils bien prévus de mettre en œuvre les plans d'actions élaborés pour les comités d'usagers ?
- sur quelles bases ont été sélectionnés les 79 comités ayant bénéficié d'une formation ?
- quel est le profil des entrepreneurs licenciés ? Qui attribuent les licences ?
- sur quels critères ont été nommés les membres du comité de gestion du stock de pièces de rechange ?
- une sensibilisation des autres bureaux de l'eau de la zone est-elle prévue pour répondre aux besoins d'élargissement de la demande pour les tuyaux PVC ?
- qui est propriétaire du local de stockage ? Le processus d'approvisionnement sur le marché de Soddo est-il transparent ? Les marges de revente sont-elles raisonnables pour les comités d'usagers ?
- tous les comités d'usagers ont-ils été informés du système d'enregistrement des demandes de réparations ? Savent-ils comment le solliciter ? Quel est le délai de traitement des demandes ?
- parmi les 118 opérations de maintenance enregistrées, a-t-on observé des pannes répétées concentrées au même endroit ? quelle est la répartition des interventions entre agents hydrauliques et BE ?

- la mise en contact avec le BE de l'Ofa a-t-elle été effectuée ? Le Be du Kindo Koysa a-t-il correctement appréhendé le besoin de développer la « maintenance préventive » ?

➤ **Zone du Dawro :**

- les effectifs des BE sont-ils suffisants pour fonctionner en « clusters » avec 1 agent pour 3/4 kebeles ?
- les autorités des kebeles sont-elles prêtes à s'impliquer dans les activités de suivi financier des comités ? D'autres initiatives telles que celle du Gurumo Koysa ont-elles été mis en œuvre ?
- il n'y a pas eu d'agents hydrauliques formés dans cette zone ?
- les agents des BE sont-ils en mesure de reproduire les tests de qualité de l'eau ? Une fréquence a-t-elle été définie ?
- la mise à jour par les BE des cartes avec des « épingles signalétiques » est-elle effective ?
- les BE sont-ils informés de l'expérience pilote menée dans le Kindo Koysa ?

**7. 3. Suivi budgétaire**

- les dépenses sont-elles conformes aux prévisions ? Comment a été organisé le suivi financier du projet ? Par où ont transité les dépenses ?
- à quoi correspond la ligne « autres privés ? »
- qui a la propriété des moyens de transport financés par le projet ?

- le planning a-t-il été respecté ?

- la part du financement de la Ville a-t-elle été effectivement fléchée sur des zones géographiques et/ou des activités ?

#### **4. Communication et diffusion des acquis**

- l'atelier d'échanges annoncé au moment de l'instruction du projet entre les BE et les autorités locales a-t-il été organisé ?

- Les résultats de l'étude menée sur la dynamique en matière d'hygiène et d'assainissement fin 2010 ont-ils été présentés aux autorités locales et autres bailleurs de la zone ?

- un atelier de restitution des résultats du projet a-t-il été mené auprès des autorités locales, populations et autres bailleurs de la zone (diffusion de la plaquette du projet)?

**Programme de Mission – Suivi Evaluation en Ethiopie**

**Lundi 7 Octobre 2013 au Lundi 14 Octobre 2013**

**Lundi 7 Octobre 2013**

*Matin*

Réunion avec Inter Aide à Addis Abeba  
Route vers SODO

*Après-midi*

Réunion avec Asrat Lerat, chef de projet, zone du Dawro et avec Gedewon, chef de projet RBDIA, zone du Kindo Koysha

**Mardi 8 Octobre 2013**

*Matin*

Visite d'une école et de ses blocs sanitaires à Fulasa (Loma)

*Après-midi*

Visite de deux points d'eau à Fulasa Bale n°7 et 8 (Loma)  
Réunions avec le comité d'utilisateur, les agents sanitaires du Ministère de la santé et les populations bénéficiaires  
Rencontre avec l'area manager à Loma

**Mercredi 9 Octobre 2013**

*Matin*

Visite du site à Dilama Mareka (Gena)  
Réunions avec le comité d'utilisateurs, les populations bénéficiaires, y compris les femmes de la communauté et les agents sanitaires du ministère de la santé

*Après-midi*

Visite d'une école (Dilamo) et de ses blocs sanitaires  
Présentation d'une séance de sensibilisation des élèves (une pièce de théâtre)  
Réunion avec l'équipe projet d'Inter Aide de Gena

**Jeudi 10 Octobre 2013**

*Matin*

Réunion avec le Bureau de l'Eau du Loma à Gesa Chare  
Réunion avec le Woreda council du Loma

*Après midi*

Participation à une séance de sensibilisation CLTS à Fekedou (Mareka)  
Réunion avec le Bureau de l'Eau du Gena et rencontre d'un agent hydraulique

### Vendredi 11 Octobre 2013

#### *Matin*

Réunion avec l'équipe projet de RCBDIA

Rencontre avec un des trois entrepreneurs locaux à Bele (Kindo Koyssha)

#### *Après-midi*

Réunion avec le responsable du Bureau de l'Eau du Kindo Koyssha

Visite du local de stockage des pièces de rechange

### Samedi 12 Octobre 2013

#### *Matin*

Visite de points d'eau dans le Damutsuré

Rencontre avec le comité d'usagers et l'agent hydraulique

#### *Après-midi*

Réunion avec le responsable du Bureau de l'Eau de la zone du Walayta

### Dimanche 13 Octobre 2013

Retour sur Addis Abeba

### Lundi 14 Octobre 2013

#### *Matin*

Réunion debriefing avec Inter Aide

Réunion avec l'AFD

#### *Après-midi*

Réunion avec l'UE

Réunion avec le SCAC

Rencontre du Secours catholique et Caritas France (projets dans le Tigray)